



RAPPORT ANNUEL 2014

Propulsés par l'expérience client



Table des matières

Message aux actionnaires	1
Rapport de gestion	5
États financiers consolidés	34
Information financière historique	74

Les 5 300 membres de l'équipe Uni-Sélect partagent un même objectif: offrir à nos clients une expérience véritablement supérieure. Uni-Sélect possède 52 centres de distribution et 418 magasins corporatifs qui fournissent des produits et des services à un vaste réseau de plus de 3 100 grossistes indépendants. Nous offrons des solutions de pointe et un service de première qualité à des dizaines de milliers de centres de service professionnels. Un leader du marché secondaire de l'automobile au Canada, Uni-Sélect se classe au cinquième rang de ce marché en Amérique du Nord, en plus d'être le plus important distributeur indépendant de peinture en Amérique du Nord.

Uni-Sélect distribue rapidement et efficacement plus de deux millions de pièces de remplacement pour véhicules nord-américains et importés; elle distribue également de l'équipement, des outils, des accessoires, ainsi que près de 30 000 produits de peinture automobile et accessoires connexes. De plus, Uni-Sélect propose des programmes de bannières personnalisés qui répondent aux besoins de 1 200 grossistes indépendants et 5 500 centres de service professionnels, favorisant ainsi leur croissance et augmentant leur visibilité.

Notre approche

CLIENTS

Uni-Sélect est déterminée à offrir des solutions concurrentielles à ses clients afin d'optimiser leur réussite. Nous faisons tout pour leur fournir les outils et l'équipement dont ils ont besoin pour améliorer leurs propres relations clients.

PRODUITS

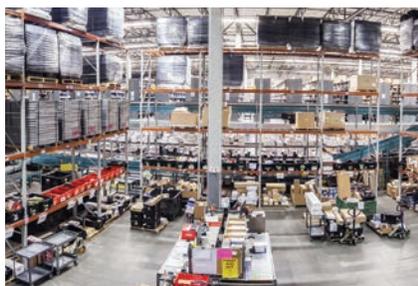
Nous sommes fiers d'offrir une gamme unique et variée de produits qui répondent parfaitement aux besoins de nos clients. Notre réseau performant et efficace nous permet de combler aisément les demandes personnalisées.

LOGISTIQUE

Nos processus logistiques avancés sont un élément essentiel à la qualité de l'expérience que nous offrons à nos clients. Nous améliorons sans cesse nos procédures pour nous adapter à un secteur d'activité en constante évolution.

COLLÈGUES ET COLLECTIVITÉ

La créativité et l'ingéniosité de notre équipe sont des atouts indispensables qui nous permettent d'offrir une expérience exceptionnelle à nos clients. Très actifs dans leur collectivité, nos collègues priorisent la prospérité de leur communauté.



Créer les conditions les plus favorables au succès

2014 A ÉTÉ RICHE EN ÉVÉNEMENTS CHEZ UNI-SÉLECT,

marquée par d'importants progrès dans le cadre de notre engagement à devenir globalement plus agile et profitable. Nous avons également fait des pas de géant cette année afin d'atteindre notre objectif de devenir le partenaire de choix auprès des grossistes indépendants, centres de service professionnels et ateliers de carrosserie.

Mais au-delà de ces réussites, c'est l'annonce récente – subséquente à la fin de l'exercice et soumise aux conditions de clôture habituelles – d'une entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Sélect USA et de Beck/Arnley Worldparts qui a attiré davantage l'attention.

Propulsée par des perspectives de croissance prometteuses dans la distribution de produits automobiles au Canada, ainsi que dans la distribution de produits de peinture aux États-Unis où nous sommes des leaders, cette transaction transformationnelle, une fois complétée, créera instantanément les conditions les plus favorables au succès de Uni-Sélect : elle génère de la valeur pour nos actionnaires, améliore notre bilan et se traduit par un rendement supérieur.

Globalement, nous sommes persuadés que Uni-Sélect est aujourd'hui mieux positionnée que jamais pour poursuivre sa croissance organique et saisir les occasions créées par sa flexibilité financière nouvellement accrue. Ces nouveaux paramètres nous permettront de procéder à des acquisitions stratégiques et complémentaires, un domaine où nos solides antécédents en matière d'intégration demeurent un avantage concurrentiel clé.

SOLIDES RÉSULTATS, SOLIDE RENDEMENT

En 2014, les ventes ont été légèrement inférieures à celles de l'an dernier, atteignant 1 784 millions de dollars, soutenues par une croissance organique

de 1,9% dont l'incidence a été atténuée par la baisse du dollar canadien et la fermeture de certains magasins. Le BAIIA a augmenté de 84,4% en 2014 pour s'élever à 105,5 millions de dollars, contre 57,2 millions de dollars l'an passé. Le BAIIA ajusté a enregistré une hausse de 10,1% pour s'établir à 111,4 millions de dollars, comparativement à 101,2 millions de dollars en 2013. La marge du BAIIA de la Société a atteint 5,9% en 2014, une hausse de 3,2% en regard de l'exercice précédent, tandis que la marge du BAIIA ajusté s'est hissée à 6,2%, comparativement à 5,7% en 2013.

Le résultat net a atteint 50,1 millions de dollars, sensiblement supérieur aux 21,3 millions de dollars obtenus l'an dernier. Le résultat ajusté s'est élevé à 55,3 millions de dollars cette année, comparativement à 50,7 millions de dollars en 2013 – une hausse de 9,1%. Le résultat par action est passé de 1,00 \$ l'an dernier à 2,36 \$ en 2014. Le résultat par action ajusté s'est établi à 2,60 \$, soit une hausse de près de 10%, comparativement à 2,37 \$ en 2013.

La croissance du résultat par action ajusté a occasionné un rendement accru des actifs et un rendement ajusté accru sur l'avoir des actionnaires qui est passé de

9,8% à 10,9% en trois ans. En terminant, le flux de trésorerie généré par nos activités a également connu une progression appréciable de 46% en 2014 pour s'établir à 123,5 millions de dollars, contre 84,3 millions de dollars en 2013.

De plus, en 2014, nous avons annoncé une augmentation de 15,4% du montant des versements de dividendes trimestriels, soit 0,15 \$ CAN par action. Cette décision perpétue notre tradition de versement ininterrompu de dividendes à nos actionnaires depuis maintenant 27 ans.

L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE : UNE CONTINUITÉ

L'efficacité opérationnelle constitue depuis toujours l'une des plus grandes forces de Uni-Sélect. En fait, notre capacité à offrir un service efficace, un taux élevé d'exécution des commandes, une tarification optimale et une vaste gamme de solutions à la carte compte parmi les éléments de base de la culture de notre Société.

Non seulement une force ou un attribut, l'efficacité opérationnelle sert véritablement de fondement à la capacité de l'équipe Uni-Sélect d'offrir une expérience client exceptionnelle. Il s'agit d'un moyen de répondre à un environnement qui évolue rapidement et de nous ajuster à une prolifération de pièces, de produits de peinture et d'accessoires, mais également de faire face à une concurrence accrue, et ce, à tous les niveaux.

Cela dit, nous en sommes à un point où l'efficacité opérationnelle fait partie des attentes de l'industrie. C'est pourquoi notre équipe a travaillé si dur pendant

plusieurs années pour parfaire le caractère unique de notre offre. Nous sommes très fiers d'offrir les meilleures solutions aux grossistes indépendants, aux installateurs et aux ateliers de carrosserie indépendants et nous n'épargnerons aucun effort pour mériter leur confiance, leur fidélité et, surtout, pour assurer leur satisfaction.

Au cours de l'exercice 2014, nous avons considérablement allégé notre structure de coûts et amélioré notre marge BAIIA. Uni-Sélect émerge maintenant comme une société plus flexible et beaucoup plus axée sur le client. Le déploiement récent d'un progiciel de gestion intégré s'avère un mécanisme fondamental pour assurer l'uniformité du service à la clientèle. Dans un secteur où la veille stratégique est essentielle à notre capacité de saisir de nouvelles occasions d'affaires et d'assurer notre compétitivité, nous continuerons d'affecter les ressources nécessaires à l'optimisation du potentiel de notre logiciel.

Au cours de la dernière année, nous avons commencé à récolter les fruits des nombreux avantages que cette solution technologique offre à nos clients. Grâce à une connectivité et à une interaction accrues, nous avons non seulement accès à des renseignements sur nos activités et les stocks en temps réel, mais nous avons aussi considérablement réduit le temps de réponse de notre équipe lorsqu'il s'agit d'identifier les problèmes et les occasions, en plus d'accroître notre capacité à réagir et à prendre des décisions importantes afin d'aider nos clients.

FIERS ALLIÉS DES SUCCÈS DE NOS CLIENTS

Depuis la création de Uni-Sélect en 1968, nos clients ont toujours été notre priorité. Aujourd'hui, ce même principe fondamental guide les actions de tous nos collègues et constitue la pierre angulaire de nos pratiques commerciales. Nous sommes fiers et honorés d'être reconnus comme partenaire de choix par les grossistes indépendants, centres de service professionnels et ateliers de carrosserie. Cette réputation, nous l'avons méritée en créant des expériences client hors du commun et en nous engageant sincèrement à contribuer à la réussite de nos partenaires.

Afin d'entretenir nos bonnes relations et de maintenir notre rôle de chef de file dans notre secteur d'activité, nous devons mieux informer nos clients actuels et potentiels des principaux avantages d'un partenariat avec l'équipe Uni-Sélect.

Grâce au lancement de nouveaux programmes de vente et de nouvelles mesures incitatives, nous continuerons de recruter de nouveaux grossistes indépendants sous nos programmes de bannières. Par conséquent, les services de formation, la souplesse financière et l'appui de la direction deviendront des éléments clés de notre nouvelle culture de vente.

L'étendue de notre gamme de produits est un facteur essentiel au succès de la Société et doit toujours répondre aux besoins de nos clients, quel que soit leur budget ou leur projet. Cette volonté de faire preuve de souplesse tout en offrant un vaste choix de produits a été à l'origine de la diversification de notre

catalogue au cours de la dernière année. Concrètement, nos clients ont aujourd'hui accès à un assortiment complet de produits de marques nationales et privées allant de l'entrée de gamme aux produits de très haute qualité.

PROPULSÉS PAR L'EXPÉRIENCE CLIENT

L'équipe de Uni-Sélect est dédiée à faire de son engagement envers le service client l'une de ses principales priorités pour les années à venir.

Une telle culture repose sur une attitude et une approche qui placent les intérêts du client au premier plan. Elle exige une évolution de notre culture organisationnelle et tire parti des forces qui nous ont permis de connaître du succès par le passé.

Nous puisons dans l'expérience client l'inspiration d'une culture où la compétitivité et la réussite financière et opérationnelle de nos clients deviennent notre priorité. Une culture axée sur le client, c'est aussi une culture où les collègues aiment leur travail et se passionnent pour les services qu'ils offrent. Voilà l'esprit de la culture que nous instaurons aujourd'hui.

Notre vision axée sur le client débute avec la meilleure équipe de l'industrie. Lorsque nous combinons cet avantage aux relations solides et durables que nous entretenons avec nos fournisseurs et à nos systèmes et nos processus robustes, les résultats se traduisent par des niveaux de services élevés et une offre de produits plus flexible.

Cette approche est étroitement liée à notre volonté de venir en aide aux collectivités dans lesquelles nous sommes actifs.

Nous sommes fiers de poser des gestes en ce sens avec nos partenaires d'affaires et de renforcer ainsi notre engagement à redonner à ceux qui en ont besoin. Nous sommes également très fiers de soutenir les entrepreneurs locaux et de favoriser la vitalité économique de leur région en les aidant à réaliser leurs buts et leurs rêves.

Accompagner les entrepreneurs est un privilège et une responsabilité. Pour les membres de l'équipe Uni-Sélect, cela signifie d'abord et avant tout offrir le bon produit au bon endroit et au bon moment et pour ce faire, il faut optimiser chaque maillon de la chaîne d'approvisionnement.

UN ENGAGEMENT FERME À ASSURER LA CROISSANCE DE LA SOCIÉTÉ

Si, en 2014, nous nous sommes consacrés principalement à réduire nos coûts, 2015 sera marquée par notre volonté d'accroître nos revenus, en plus de tirer profit des conditions économiques et des perspectives de croissance plus favorables dans notre industrie.

Alors que notre secteur d'activité poursuit sa consolidation et que la concurrence dans certains segments de marché s'intensifie, notre nouvelle approche de vente nous permettra de saisir un plus grand nombre d'occasions et de nous montrer encore plus concurrentiels sur le marché. Dans ce contexte, notre solide bilan et les modalités de financement avantageuses dont nous profitons nous offrent la souplesse voulue pour procéder à des acquisitions stratégiques quand des occasions se présenteront.

Le marché continue d'offrir bon nombre de possibilités et nous comptons appliquer la philosophie d'acquisitions qui nous a si bien servis par le passé.

La croissance annuelle projetée pour le marché secondaire de l'automobile au Canada est supérieure à 3% pour franchir le cap de 21 milliards de dollars en ventes annuelles en 2017. Les ventes de pièces automobiles bénéficieront aussi de la croissance projetée des prochaines années et devraient surpasser le seuil des 11 milliards de dollars atteint en 2014. La croissance du secteur sera principalement soutenue par la longévité accrue des véhicules, une hausse du nombre de véhicules en circulation et du nombre record de véhicules vendus au Canada de 2010 à 2014.

Toujours au Canada, l'adoption de notre programme de bannière par près de 1 900 ateliers au cours de la dernière année illustre le bien-fondé de notre stratégie. Nous continuerons activement d'appliquer notre stratégie de recrutement de clients, de développer nos activités liées aux ateliers de carrosserie, de soutenir nos grossistes et de renforcer notre réseau de magasins corporatifs.

Concernant les perspectives de croissance dans le segment de l'automobile, la plupart des signaux indiquent une dynamique de croissance encourageante. Grâce à l'augmentation du revenu disponible des consommateurs entraînée par la baisse du prix des carburants, les automobilistes devraient être plus enclins à effectuer des réparations non urgentes dans les mois à venir – un contexte que nous estimons plus favorable aux ventes de produits de peinture automobile en Amérique du Nord.

FinishMaster occupe une position de chef de file aux États-Unis. Nous avons l'intention de mettre à profit notre solide expertise pour accroître notre part du segment en pleine croissance des propriétaires multi-ateliers. Nous prévoyons également tirer profit du marché fragmenté pour développer nos activités. Grâce à l'ajout de 497 nouveaux clients en 2014, nous entendons poursuivre notre effort de recrutement de nouveaux clients de façon intensive.

En 2015, nous prévoyons investir 15 millions de dollars pour poursuivre l'amélioration de nos activités et ainsi favoriser notre croissance, en plus de tirer parti de notre efficacité opérationnelle et de notre structure administrative pour mieux servir nos clients.

MERCI DE FAIRE PARTIE DE NOTRE RÉUSSITE

Nous nous en voudrions de ne pas remercier chacun de nos partenaires d'affaires, clients et fournisseurs. Nous sommes privilégiés d'avoir mérité votre confiance et nous sommes fiers de combiner notre passion et notre expertise pour nouer avec vous des relations durables et mutuellement bénéfiques.

À chacun de nos employés au sein de nos unités d'affaires, merci de votre dévouement sans faille et de votre travail acharné. À nos collègues dont nous serons séparés à la clôture de la transaction, nous tenons à vous exprimer notre profonde reconnaissance pour votre engagement et votre soutien.

En septembre dernier, Henry Buckley s'est joint à l'équipe à titre de nouveau chef de l'exploitation. Sa grande expérience en direction des ventes et en optimisation de la logistique a déjà des retombées positives pour notre équipe et nos clients. Son arrivée illustre la volonté de Uni-Sélect de favoriser une culture d'entreprise fortement axée sur la vente et notre désir d'offrir une expérience client incomparable.

À nos actionnaires, nous sommes reconnaissants de votre soutien; soyez assurés que nous poursuivrons nos objectifs afin de vous offrir le meilleur rendement possible.

En terminant, nous souhaitons exprimer notre gratitude aux membres du conseil d'administration de Uni-Sélect pour leurs judicieux conseils et leur vaste expérience, particulièrement au cours des dernières semaines alors que nous avons pris d'importantes décisions pour l'avenir de Uni-Sélect. Nous avons de la chance de vous compter parmi nous!



Robert Chevrier, FCPA, FCA
Président du Conseil



Richard G. Roy, FCPA, FCA
Président et chef de la direction

Rapport de gestion 2014

Faits saillants	6
Commentaires préalables au rapport de gestion	6
Profil et description	7
Contexte économique	8
Revue opérationnelle des 3 derniers exercices	9
Plan d'action et restructuration	11
Analyse des résultats consolidés	12
Flux de trésorerie	17
Financement	19
Structure de capital	21
Situation financière	23
Opérations entre parties liées	24
Événement subséquent	24
Gestion des risques	24
Changements de méthodes comptables	28
Utilisation d'estimations et recours au jugement	29
Mesures financières autres que les IFRS	31
Données sur le taux de change	32
Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information	33
Perspectives	33

FAITS SAILLANTS

(En \$US)

Ventes 1 784,4 millions \$	BAIIA 105,5 millions \$	Résultat net 50,1 millions \$
---------------------------------------------	------------------------------------------	------------------------------------------------

- Légère diminution des ventes consolidées de 0,2 % comparativement à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incidence de la faiblesse du dollar canadien. Les activités américaines ont généré une croissance organique de 1,2 %, alors que les pertes de ventes provenant des magasins fermés, en ligne avec le Plan d'action, ont été contrebalancées par les ventes provenant des récentes acquisitions. Les activités canadiennes ont généré une croissance organique de 4,0 % pour une croissance organique consolidée de 1,9 %.
- Hausse du BAIIA à 105,5 millions de dollars au cours de l'exercice, comparativement à 57,2 millions de dollars en 2013. Le BAIIA ajusté de 111,4 millions de dollars (6,2 % des ventes) a augmenté de 10,1 %, comparativement à 101,2 millions de dollars (5,7 % des ventes) pour l'exercice 2013. Cette amélioration est principalement attribuable aux économies découlant du Plan d'action.
- Hausse du résultat net à 50,1 millions de dollars, comparativement à 21,3 millions de dollars en 2013. Augmentation du résultat ajusté de 9,1 %, passant de 50,7 millions de dollars (ou 2,37 \$ par action) en 2013 à 55,3 millions de dollars (ou 2,60 \$ par action) en 2014, également en raison des économies découlant du Plan d'action.
- Flux de trésorerie disponibles de 83,6 millions de dollars comparativement à 72,4 millions de dollars en 2013, une augmentation de 15,5 % principalement attribuable aux meilleurs résultats.
- Déboursement de 29,1 millions de dollars pour des acquisitions d'entreprises, alors qu'une coentreprise a été vendue pour 10,4 millions de dollars, résultant en un déboursement net de 18,7 millions de dollars.
- Réduction de la dette de 17,5 millions de dollars passant de 277,7 millions de dollars à 260,2 millions de dollars, incluant le reclassement de 44,5 millions de dollars pour les débentures convertibles à la suite de l'annonce de leur rachat en décembre. Excluant les débentures convertibles et les acquisitions nettes d'entreprises, la dette nette aurait diminué de 80,7 millions de dollars à 179,5 millions de dollars.
- Subséquemment à la fin du quatrième trimestre, annonce d'une entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, inc. et Beck/Arnley Worldparts, inc. pour une contrepartie en espèces d'environ 340,0 millions de dollars.

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour les périodes closes le 31 décembre 2014 en comparaison avec les périodes closes le 31 décembre 2013 et sur la situation financière au 31 décembre 2014 en comparaison au 31 décembre 2013. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel 2014. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au 12 février 2015, date de l'approbation et d'autorisation pour publication des états financiers et du rapport de gestion par le Conseil d'administration de la Société. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la Direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers audités et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site SEDAR à sedar.com. Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect inc., ses filiales, divisions et coentreprises, ou l'une d'entre elles.

À moins d'une indication contraire, toutes les données financières présentées dans ce rapport de gestion, dont celles incluses au sein des tableaux, sont exprimées en milliers de dollars américains, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'actions. Les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les états financiers contenus dans le présent rapport de gestion ont été produits selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils ont fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière de Uni-Sélect. Certaines sections du présent rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

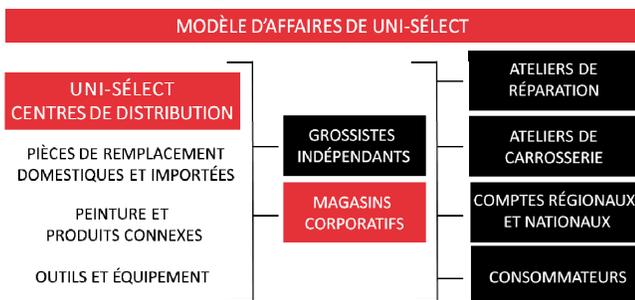
Ces déclarations prospectives comportent des risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels de la Société et les projections ou attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques ». En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les énoncés prospectifs. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Direction de Uni-Sélect n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

CONFORMITÉ AUX IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. De plus, certaines expressions n'ayant pas de définitions normalisées en vertu des IFRS, il est probable qu'elles ne soient pas comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société considère que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

PROFIL ET DESCRIPTION

UNI-SÉLECT, UN DISTRIBUTEUR NORD-AMÉRICAIN DE CHOIX



Fondée en 1968, Uni-Sélect est un important distributeur de pièces de remplacement et de produits de peinture dans le marché secondaire de l'automobile en Amérique du Nord. Avec ses 5 300 employés, ses 52 centres de distribution et ses 418 magasins corporatifs, la Société dessert un vaste réseau comptant 3 100 grossistes indépendants, des centres de service professionnels, des clients nationaux et régionaux, ainsi qu'un large bassin de consommateurs au Canada et aux États-Unis.

Stratégiquement situés, les entrepôts de Uni-Sélect jouent un rôle clé dans la chaîne d'approvisionnement reliant les manufacturiers, les grossistes et les installateurs. La Société distribue avec rapidité et efficacité plus de 2 millions de pièces de remplacement pour véhicules nord-américains et importés; elle distribue également de l'équipement, des outils, des accessoires et près de 30 000 produits de peinture et accessoires connexes.

Uni-Sélect est un chef de file de la distribution de pièces de remplacement au Canada et le cinquième plus important en Amérique du Nord, en plus d'être le plus important distributeur indépendant de peinture en Amérique du Nord. Uni-Sélect réalise 73 % de ses ventes aux États-Unis et 27 % de ses ventes au Canada.

UNE EXPÉRIENCE SUR MESURE

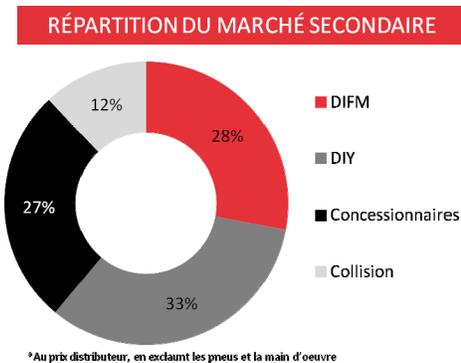
Uni-Sélect répond avec rapidité et efficacité aux besoins de sa clientèle grâce à un réseau couvrant l'ensemble du Canada et 47 États américains. La Société offre des solutions de distribution et une offre de produits à la carte qui contribuent à la croissance de ses clients et augmentent leur visibilité. Uni-Sélect offre une vaste gamme de produits de marques nationales reconnues pour leur qualité, ainsi qu'une grande variété de pièces de marques privées à prix concurrentiels. Sa connaissance approfondie du marché, son expertise en matière d'approvisionnement et son approche éprouvée de la gestion opérationnelle, combinées à son engagement à exécuter efficacement les commandes et à offrir un service de première qualité font de Uni-Sélect un partenaire de choix.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

En 2014, l'économie a poursuivi sa reprise, marquée par une légère amélioration du produit intérieur brut. L'emploi a connu une augmentation modérée, accompagnée d'une hausse correspondante des revenus moyens disponibles. Le prix des carburants a diminué au quatrième trimestre, ce qui devrait avoir une incidence positive sur les distances parcourues.

LE MARCHÉ SECONDAIRE DE L'AUTOMOBILE

En Amérique du Nord, le marché secondaire de l'automobile poursuit son expansion; on estime sa croissance à 3,1 % en 2014 et il devrait continuer de progresser annuellement de 3,4 % jusqu'en 2017. L'industrie emploie plus de 4,2 millions de personnes, un chiffre qui augmente régulièrement depuis 2011. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de l'âge moyen des véhicules et au nombre accru de véhicules de 11 ans et plus.



En 2014, le marché secondaire de l'automobile nord-américain a généré des revenus d'environ 266 milliards de dollars, la distribution de pièces de remplacement et produits connexes représentant 105 milliards de ce total. Les pièces de remplacement et les accessoires constituaient 88 % du volume des ventes de distribution, qui se répartissent en trois catégories : les installateurs professionnels (Do It For Me), les concessionnaires et les consommateurs (Do It Yourself). Le reste, soit 12 % des ventes, provenait du marché des réparations à la suite de collision. Le nombre de grossistes indépendants desservant les ateliers de réparation continue de diminuer; cette baisse est cependant compensée par une augmentation des ventes des grossistes restants. La consolidation des centres de service professionnels progresse également, tandis que le taux d'achalandage par aire de service enregistre une augmentation importante.

NOMBRE DE VÉHICULES SUR LA ROUTE

On compte environ 276 millions de véhicules légers en circulation au Canada et aux États-Unis. Les consommateurs conservent leurs véhicules plus longtemps, ce qui augure bien pour l'avenir de notre secteur d'activité.

À l'heure actuelle, l'âge moyen des véhicules est de 11,4 ans et on s'attend à ce qu'il atteigne 11,7 ans d'ici 2019. La catégorie des véhicules de 11 ans et plus représente aujourd'hui 45,9 % du total des véhicules légers et ce nombre augmente nettement plus rapidement que celui des véhicules légers récents. La réduction du nombre de véhicules mis à la ferraille influence également les projections de croissance de l'industrie. Toutefois, le nombre de véhicules qui ne sont pas couverts par la garantie du fabricant pourrait légèrement diminuer, en raison de la baisse des ventes de voitures neuves entre 2008 et 2012. Les pièces de remplacement de Uni-Sélect sont conçues pour les véhicules de tous âges, en particulier les véhicules de 5 à 10 ans qui ne sont plus couverts par la garantie du fabricant, alors que ses produits de peinture et accessoires connexes ciblent principalement les véhicules de moins de trois ans.

Le nombre de véhicules importés continue d'augmenter; ils représentent 42 % du parc automobile américain. En 2013, les véhicules importés constituaient 68 % des ventes de voitures neuves et 43 % des ventes de camions légers neufs.

Le nombre d'ateliers de carrosserie indépendants et chez les concessionnaires continue de diminuer aux États-Unis. En revanche, les réseaux multisites gagnent en popularité et Uni-Sélect consolide sa position de leader auprès des grandes entreprises de ce secteur grâce à l'étendue de son réseau, la qualité de ses produits et ses services personnalisés. Les assureurs continuent de privilégier les réseaux multi-ateliers, ce qui est également de bon augure pour notre secteur d'activité.

UN POTENTIEL DE CROISSANCE EN AMÉRIQUE DU NORD

En Amérique du Nord, le marché secondaire de l'automobile a atteint sa maturité et devrait demeurer stable dans les prochaines années. Bien que le marché canadien se soit considérablement renforcé, les possibilités d'acquisition demeurent limitées pour les réseaux de distribution indépendants au nord du 49^e parallèle. Cette situation contraste avec celle des États-Unis, où les occasions sont plus nombreuses. En s'engageant à offrir un service de qualité supérieure aux grossistes indépendants et aux centres de service professionnels, Uni-Sélect se positionne comme un acteur majeur du marché secondaire de l'automobile.

REVUE OPÉRATIONNELLE DES 3 DERNIERS EXERCICES

Propulsée par l'expérience client, la Société, a mis l'accent sur l'optimisation de son réseau de distribution, la poursuite de sa croissance et l'amélioration de son efficacité et de sa rentabilité au cours des 3 derniers exercices.

Parmi les initiatives et réalisations importantes de la Société, nous retrouvons :

- optimiser et consolider le réseau de distribution selon le Plan d'action;
- implanter des systèmes performants, dont le développement et le déploiement du progiciel de gestion intégré (PGI) et autres technologies; et
- mettre l'emphase sur l'expérience client avec de nouvelles stratégies de bannières, des solutions adaptées aux installateurs et une plus grande diversité de produits.

Toutes ces activités, dont les économies découlant du Plan d'action et l'intégration du PGI, combinées à une saine gestion du fonds de roulement ont permis la réduction de la dette. La Société est en bonne position pour poursuivre sa croissance par acquisitions.

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS CHOISIS

	2014	2013	2012
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
Ventes	1 784 359	1 788 085	1 797 591
BAIIA ⁽¹⁾	105 456	57 199	68 642
BAIIA ajusté ^{(1) (2)}	111 442	101 185	94 805
Marge du BAIIA ajusté	6,2%	5,7%	5,3%
Frais de restructuration et autres	(1 931)	35 180	18 458
Résultat net	50 125	21 328	29 438
Résultat ajusté ⁽²⁾	55 271	50 660	45 876
Flux de trésorerie disponibles	83 610	72 405	57 344
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE			
Résultat net	2,36	1,00	1,36
Résultat ajusté	2,60	2,37	2,12
Dividende (\$CAN)	0,58	0,52	0,52
Valeur comptable par action	24,18	22,99	22,47
Nombre d'actions en circulation	21 215 759	21 263 669	21 551 170
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 253 921	21 411 277	21 623 300
SITUATION FINANCIÈRE			
Fonds de roulement	343 934	417 465	436 002
Total des actifs	1 190 305	1 205 891	1 202 661
Endettement total net ⁽³⁾	260 240	277 658	309 267
Total des capitaux propres	512 996	488 755	484 205
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens	10,9%	9,8%	8,7%

⁽¹⁾ Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

⁽²⁾ Le BAIIA et le résultat net ont été ajustés des frais que la Société juge non caractéristiques des opérations régulières. Ces frais sont exclus afin de donner des mesures comparables. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

⁽³⁾ L'endettement total net de 2014 inclut le reclassement des débetures convertibles pour un montant de 44 525 \$.

Une analyse plus détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et de l'état consolidé de la situation financière entre les exercices 2014 et 2013 est fournie dans les rubriques suivantes. Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et de l'état consolidé de la situation financière entre les exercices 2013 et 2012 est incluse dans le rapport de gestion du rapport annuel 2013, disponible sur le site de SEDAR sedar.com.

EXERCICE 2014

Restructuration et réduction de la dette

La Société poursuit l'exécution de son Plan d'action afin d'optimiser ses opérations en réduisant le niveau de ses stocks et en réalisant ses objectifs de réduction de coûts.

La Société a amélioré sa rentabilité en tirant avantage du Plan d'action, des initiatives de réductions de coûts en cours et de l'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement. La Société a aussi profité de ses solutions technologiques et des outils additionnels pour gérer ses activités quotidiennes et obtenir de l'information en temps réel sur les opérations et les inventaires, ce qui a permis de réduire les temps de réponse. La Société a ainsi été en mesure d'améliorer son BAIIA ajusté comparativement à l'exercice précédent.

La croissance organique est marquée par les efforts de recrutement de nouveaux clients, l'adhésion intensifiée aux programmes de bannières et par les occasions d'affaires dans le secteur de la distribution de peinture. Par-dessus tout, la Société vise à améliorer l'expérience et la satisfaction de ses clients grâce à une offre de produits sélectionnés et des solutions personnalisées.

L'amélioration de la rentabilité combinée avec l'optimisation de nos contrôles sur la trésorerie ont permis à la Société de réduire sa dette de 80 698 \$ millions de dollars, en excluant les débetures convertibles de 44 525 \$ et les acquisitions nettes d'entreprise de 18 735 \$. L'amélioration des flux de trésorerie disponibles et la réduction de la dette ont aussi permis à la Société d'acheter certains actifs, notamment dans le secteur de la distribution de peinture.

Le 11 décembre 2014, la Société a annoncé le rachat de ses débetures convertibles pour fins d'annulation le 1er février 2015.

EXERCICE 2013

Options stratégiques, restructuration, technologie et réduction de la dette

La Société a complété la révision formelle de ses options stratégiques centrées sur ses opérations américaines afin de créer davantage de valeur pour ses actionnaires. Le Conseil d'administration a décidé d'élargir la portée du plan initial d'optimisation annoncé en 2012.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 31 680 \$ liés à la fermeture et à la consolidation de certains emplacements, qui incluaient la liquidation de stocks excédentaires de 10 423 \$, les coûts de fermeture des emplacements de 4 966 \$, les indemnités de départ des employés de 4 254 \$, la comptabilisation des obligations futures liées à des baux de 8 422 \$ et la dévaluation de certains actifs à leur valeur de réalisation nette pour 3 615 \$. La Société a aussi comptabilisé une radiation de 3 500 \$ dans la valeur de certains logiciels qui ne seront plus utilisés dans ses opérations. Le total des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres s'élève à 35 180 \$.

L'exercice 2013 est marqué par la finalisation du déploiement du progiciel de gestion intégré à la suite de l'implantation avec succès des deux dernières vagues. Le progiciel de gestion intégré permet une amélioration du service à la clientèle, une précision accrue des données, une harmonisation et une amélioration des processus opérationnels, et par conséquent, de toutes les opérations.

Les flux de trésorerie disponibles générés par le BAIIA combinés à une saine gestion du fonds de roulement ont permis une réduction de la dette de 31 609 \$, après avoir racheté 6 408 \$ d'actions en circulation.

EXERCICE 2012

Restructuration, intégration et technologie

Les conditions économiques difficiles, principalement dans les régions du nord-est, ont marqué l'exercice 2012. Afin de contrer les effets néfastes de ces conditions de marché et de concrétiser les synergies liées aux acquisitions passées, la Société a établi un plan de consolidation du réseau de distribution.

Ce plan a pour objectif la réduction des coûts fixes de la Société en consolidant et optimisant le réseau de distribution ainsi que la réduction du fonds de roulement. Des frais de restructuration, radiation d'actifs et autres de 18 458 \$ avant impôts ont été encourus.

Une saine gestion du fonds de roulement a permis une réduction de la dette de l'ordre de 47 705 \$. Finalement, la Société a poursuivi l'implantation du progiciel de gestion intégré dans 30 centres de distribution et plus de 190 magasins.

PLAN D'ACTION ET RESTRUCTURATION

Le Plan d'action est en grande partie complété et devrait être finalisé au cours du premier semestre de 2015. Différentes initiatives d'optimisation sont en cours au niveau des magasins, des centres de distribution ainsi que des effectifs. L'optimisation du réseau de distribution inclut l'ouverture d'un centre de distribution dans la région de Washington D.C. ainsi que d'un deuxième au Massachusetts qui a été inauguré en janvier 2015. Au cours du dernier trimestre 2014, le centre de distribution national du Canada a été déménagé dans un entrepôt optimisé à Toronto. De plus, des magasins et des centres de distribution non rentables ont été fermés, vendus ou consolidés. Le tableau suivant présente les impacts prévus et réalisés des différentes initiatives du Plan d'action en date du 31 décembre 2014 :

	Prévus				Réalisés		
	2013	2014	2015	Total	2013	2014	À ce jour
Diminution des ventes	20 000	45 000	5 000	70 000	13 100	36 200	49 300
Réduction des coûts	10 000	15 000	5 000	30 000	13 000	15 700	28 700
Frais de restructuration et autres							
Enregistrés	36 000	-	-	36 000	35 180	(1 931)	33 249
Tel qu'engagés	4 000	5 000	-	9 000	4 143	7 503	11 646
Réduction des stocks	8 000	22 000	10 000	40 000	4 200	18 500	22 700
Investissement en immobilisations	7 000	9 000	-	16 000	2 357	2 995	5 352

Au 31 décembre 2014, la provision pour les frais de restructuration s'élève à 6 724 \$ et est présentée à titre de passif courant dans les états consolidés de la situation financière de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 4 aux états financiers consolidés.)*

En décembre 2014, la Société a revue les provisions résiduelles et a reflété les changements d'estimation suivants : un renversement partiel de la dévaluation de certains éléments d'actifs de 2 528 \$, une augmentation de la réserve pour stock excédentaire de 342 \$ et une hausse nette de la provision pour restructuration de 255 \$. L'impact net de ces changements d'estimations de 1 931 \$ a été enregistré en réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats.

RÉALISÉS VERSUS PRÉVUS

Les données prévues représentent des informations prospectives. Des délais dans l'exécution ainsi que des changements défavorables dans les conditions économiques et/ou de marché pourraient réduire les bénéfices ou augmenter les sorties de fonds découlant du Plan. Afin d'atténuer ce risque, la Société a dédié des ressources et mis en place des processus pour surveiller de près sa réalisation.

Sommaire des impacts mis à jours :

Diminution des ventes : La diminution des ventes a été moins importante que prévue, les clients ayant été transférés et desservis par les emplacements existants.

Réduction des stocks : Plusieurs étapes ont été effectuées afin de retourner directement aux fournisseurs certains stocks. Cependant, la stratégie de consommer nos produits à l'interne a été plus lente qu'anticipé, en raison de délais dans les projets d'optimisation du réseau de distribution.

Investissement en immobilisations : Les investissements totaux sont en dessous de ce qui avait été prévu dus à un usage interne et au recyclage du matériel existant, à la portée du travail complété et aux délais dans la réalisation de la reconfiguration des centres de distribution.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

VENTES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
<i>États-Unis</i>	311 467	304 907	1 304 692	1 294 115
<i>Canada</i>	115 717	120 673	479 667	493 970
	427 184	425 580	1 784 359	1 788 085
Ventes organiques		%		%
Variance des ventes	1 603	0,4	(3 727)	(0,2)
Établissements fermés ou vendus	3 555	0,8	36 980	2,1
Effet de la dépréciation du dollar canadien	9 508	2,2	33 918	1,9
Acquisitions et autres	(9 158)	(2,2)	(32 340)	(1,8)
Ventes organiques consolidées	5 508	1,3	34 831	1,9
Activités américaines	1 215	0,4	14 933	1,2
Activités canadiennes	4 293	3,6	19 898	4,0

QUATRIÈME TRIMESTRE :

PÉRIODE DE DOUZE MOIS :

Les ventes se sont légèrement améliorées avec une hausse de 0,4 % comparativement au trimestre correspondant de 2013. Les ventes provenant des récentes acquisitions ont été contrebalancées par l'incidence de la dépréciation du dollar canadien, alors que la croissance organique a été partiellement contrebalancée par les pertes de ventes provenant des fermetures de magasins, en lien avec le Plan d'action.

La croissance organique consolidée de 1,3 % est le résultat du succès des initiatives de ventes et du recrutement de nouveaux clients. L'amélioration du niveau de service, à la suite de l'implantation du PGI, a également contribué à la croissance des ventes.

Les ventes ont légèrement diminué de 0,2 % comparativement à la période correspondante de 2013. La croissance organique et les ventes provenant des récentes acquisitions n'ont pas été suffisantes pour combler les pertes de ventes des établissements fermés, en lien avec le Plan d'action, ainsi que l'incidence de la dépréciation du dollar canadien.

La croissance organique consolidée de 1,9 % s'explique par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

MARGE BRUTE

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Marge brute	131 553	127 481	533 375	538 194
<i>En % des ventes</i>	30,8%	30,0%	29,9%	30,1%

QUATRIÈME TRIMESTRE :

PÉRIODE DE DOUZE MOIS :

L'augmentation de 0,8 % de la marge brute en pourcentage des ventes, comparativement au trimestre correspondant de 2013, est principalement attribuable à une meilleure gestion des inventaires, à la suite de l'implantation du PGI, ainsi qu'aux acquisitions d'entreprise. Ces éléments favorables ont été partiellement contrebalancés par un changement défavorable dans le mix des canaux de distribution et de clients, à un marché compétitif ainsi qu'à des incitatifs spéciaux plus faibles des fournisseurs.

La diminution de 0,2 % de la marge brute en pourcentage des ventes, comparativement à la période correspondante de 2013, est principalement attribuable à un changement défavorable dans le mix des canaux de distribution et de clients, à un marché compétitif ainsi qu'à des incitatifs spéciaux plus faibles des fournisseurs. Ces facteurs négatifs ont été en partie compensés par une meilleure gestion des inventaires à la suite de l'implantation du PGI.

AVANTAGES DU PERSONNEL

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Avantages du personnel	70 690	71 314	283 085	293 809
<i>En % des ventes</i>	16,5%	16,8%	15,9%	16,4%

QUATRIÈME TRIMESTRE :

PÉRIODE DE DOUZE MOIS :

La diminution de 0,3 % des avantages du personnel en pourcentage des ventes, comparativement au trimestre correspondant de 2013, est principalement attribuable à la réduction d'effectifs et à la fermeture d'établissements non rentables en lien avec le Plan d'action, tout en maintenant le même taux de service.

La diminution de 0,5 % des avantages du personnel en pourcentage des ventes, comparativement à la période correspondante de 2013, est attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Autres dépenses d'exploitation	35 527	36 349	146 765	152 006
<i>En % des ventes</i>	8,3%	8,5%	8,2%	8,5%

QUATRIÈME TRIMESTRE :

PÉRIODE DE DOUZE MOIS :

Les autres dépenses d'exploitation en pourcentage des ventes comparativement au trimestre correspondant de 2013 ont diminué de 0,2 %. Cette amélioration provient principalement du Plan d'action : fermetures de locations non rentables, réingénierie des routes de livraison et contrôle serré des dépenses en partie contrebalancés par les dépenses additionnelles relatives aux récentes acquisitions ainsi que par des dépenses additionnelles de marketing pour stimuler les ventes.

Les autres dépenses d'exploitation en pourcentage des ventes comparativement à la période correspondante de 2013 ont diminué de 0,3 % et reflètent les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Frais de restructuration et autres	(1 931)	-	(1 931)	35 180

En décembre 2014, la Société a revu les estimés de la provision pour les frais de restructuration en relation avec le Plan d'action mis en place en 2013. Il en a résulté une réduction des frais de restructuration et autres de 1 931 \$, tel que décrit dans la section « Plan d'action et restructuration ».

(Pour plus de renseignements, voir la note 4 aux états financiers consolidés.)

BAIIA

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net	11 363	10 199	50 125	21 328
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	4 131	(895)	12 660	(6 428)
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(617)	(580)	(2 346)	(2 652)
Amortissement	8 355	7 490	31 685	29 297
Charges financières, montant net	4 035	3 604	13 332	15 654
BAIIA	27 267	19 818	105 456	57 199
Frais de restructuration et autres	(1 931)	-	(1 931)	35 180
Frais liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré (PGI) ⁽¹⁾	-	2 226	414	4 663
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession de magasins ⁽²⁾	2 530	2 431	7 503	4 143
BAIIA ajusté	27 866	24 475 13,9%	111 442	101 185 10,1%
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	6,5%	5,8%	6,2%	5,7%

⁽¹⁾ Incluent les frais liés à la conversion des données, à la formation des employés et au déploiement dans les différents sites. Le dernier déploiement a été effectué en décembre 2013.

⁽²⁾ Correspondent principalement aux frais de transport et de manutention nécessaires au transfert des stocks.

QUATRIÈME TRIMESTRE :

PÉRIODE DE DOUZE MOIS :

La marge du BAIIA ajusté se chiffre à 6,5 % des ventes comparativement à 5,8 % pour le trimestre correspondant de 2013.

La marge du BAIIA ajusté se chiffre à 6,2 % des ventes comparativement à 5,7 % pour la période correspondante de 2013.

Cette amélioration est principalement attribuable aux économies provenant du Plan d'action et au contrôle serré des dépenses combinés aux récentes acquisitions lucratives. Une meilleure gestion des inventaires, à la suite de l'implantation du PGI, a aussi contribué à cette amélioration.

Cette amélioration est principalement attribuable aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

Ces éléments positifs ont été partiellement contrebalancés par un changement défavorable dans le mix des canaux de distribution et de clients, à de plus faibles incitatifs spéciaux des fournisseurs ainsi que par des dépenses additionnelles de marketing pour stimuler les ventes.

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Charges financières, montant net	4 035	3 604	13 332	15 654

QUATRIÈME TRIMESTRE :

PÉRIODE DE DOUZE MOIS :

L'augmentation des charges financières comparativement au trimestre correspondant de 2013 est principalement attribuable à une charge de désactualisation et à l'amortissement des frais de financement supplémentaires de 784 \$ relativement aux débetures convertibles, à la suite de l'annonce de leur rachat pour annulation en décembre 2014.

Cet impact a été partiellement contrebalancé par :

- la réduction des taux d'intérêt résultant de la terminaison de tranches de swap portant intérêt à des taux plus élevés; et
- la réduction de la dette.

La diminution des charges financières comparativement à la période correspondante de 2013, est attribuable aux facteurs suivants :

- la réduction des taux d'intérêt résultant de la terminaison de tranches de swap portant intérêt à des taux plus élevés; et
- la réduction de la dette.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une charge de désactualisation et l'amortissement des frais de financement supplémentaires de 784 \$ relativement aux débetures convertibles, à la suite de l'annonce de leur rachat pour annulation en décembre 2014.

(Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)

AMORTISSEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Amortissement	8 355	7 490	31 685	29 297

QUATRIÈME TRIMESTRE :

PÉRIODE DE DOUZE MOIS :

L'augmentation de l'amortissement comparativement au trimestre correspondant de 2013 s'explique principalement par l'amortissement relatif au renouvellement de la flotte automobile.

L'augmentation de l'amortissement comparativement à la période correspondante de 2013, est principalement attribuable à l'amortissement du PGI combiné à l'amortissement relatif au renouvellement de la flotte automobile.

(Pour plus de renseignements, voir la note 6 aux états financiers consolidés.)

QUOTE-PART DU RÉSULTAT DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE LA MISE EN ÉQUIVALENCE

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	617	580	2 346	2 652

QUATRIÈME TRIMESTRE :

PÉRIODE DE DOUZE MOIS :

L'augmentation est principalement attribuable à la performance des partenariats actuels, en partie contrebalancée par la cession de quote-part dans des entreprises et l'impact de la dépréciation du dollar canadien.

La diminution, comparativement à la période correspondante de 2013, est attribuable à la cession de quote-part dans des entreprises combinée à l'impact de la dépréciation du dollar canadien, en partie compensés par l'amélioration de la performance des partenariats actuels.

CHARGE (RECOUVREMENT) D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	4 131	(895)	12 660	(6 428)
QUATRIÈME TRIMESTRE :	PÉRIODE DE DOUZE MOIS :			

La variation des impôts du trimestre s'explique principalement par des résultats imposables supérieurs ainsi de 2013, est attribuable aux mêmes facteurs que ceux qu'à leur pondération géographique comparativement au trimestre correspondant de 2013.

(Pour plus de renseignements, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)

RÉSULTAT ET RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente une conciliation du résultat ajusté et du résultat par action ajusté :

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté	11 363	10 199	50 125	21 328
Frais de restructuration et autres, nets d'impôts	(1 154)	-	(1 154)	23 926
Frais liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré (PGI), nets d'impôts	-	1 466	247	2 984
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession des magasins, nets d'impôts	2 539	1 452	5 478	2 422
Impact du rachat pour fins d'annulation des débetures convertibles, net d'impôts	575	-	575	-
Résultat ajusté	13 323	13 117	55 271	50 660
		1,6%		9,1%
Résultat net attribuable aux actionnaires, tel que présenté	0,54	0,48	2,36	1,00
Frais de restructuration et autres, nets d'impôts	(0,05)	-	(0,05)	1,12
Frais liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré (PGI), nets d'impôts	-	0,07	0,01	0,14
Frais liés à l'optimisation du réseau et à la fermeture et cession des magasins, nets d'impôts	0,11	0,07	0,25	0,11
Impact du rachat pour fins d'annulation des débetures convertibles, net d'impôts	0,03	-	0,03	-
Résultat par action ajusté	0,63	0,62	2,60	2,37
		1,6%		9,7%

L'impact de la dépréciation du dollar canadien a été de 0,01 \$ sur le résultat par action comparativement au trimestre correspondant de 2013 et de 0,06 \$ comparativement à la période de douze mois correspondante.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

La Société réalise des profits dans chacun des trimestres. Historiquement, les ventes de la Société sont plus importantes au cours des deuxième et troisième trimestres comparativement aux premier et quatrième trimestres. Il convient toutefois de noter que le deuxième trimestre de 2013 a été affecté par des frais de restructuration et autres de 35 180 \$ (23 926 \$ net d'impôts), réduisant le résultat net.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres.

	2014				2013			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes								
États-Unis	311 467	339 501	343 127	310 597	304 907	334 090	339 530	315 588
Canada	115 717	125 907	135 563	102 480	120 673	130 419	136 646	106 232
	427 184	465 408	478 690	413 077	425 580	464 509	476 176	421 820
BAlIA	27 267	29 906	29 681	18 602	19 818	28 847	(7 394)	15 928
BAlIA ajusté	27 866	31 434	31 306	20 836	24 475	30 079	29 320	17 311
Marge du BAlIA ajusté	6,5%	6,8%	6,5%	5,0%	5,8%	6,5%	6,2%	4,1%
Frais de restructuration et autres	(1 931)	-	-	-	-	-	35 180	-
Résultat net	11 363	14 842	15 532	8 388	10 199	14 280	(9 295)	6 144
Résultat ajusté	13 323	15 755	16 470	9 723	13 117	14 987	15 561	6 995
Résultat net de base par action	0,54	0,70	0,73	0,39	0,48	0,67	(0,43)	0,29
Résultat ajusté de base par action	0,63	0,74	0,77	0,46	0,62	0,70	0,72	0,33
Résultat net dilué par action	0,53	0,69	0,72	0,39	0,48	0,66	(0,43)	0,29
Dividende versé par action (\$CAN)	0,15	0,15	0,15	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13
Taux de change moyen des résultats	0,88:\$1	0,92:\$1	0,92:\$1	0,91:\$1	0,95:\$1	0,96:\$1	0,98:\$1	0,99:\$1

FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 870	(8 766)	123 534	84 340
QUATRIÈME TRIMESTRE :	PÉRIODE DE DOUZE MOIS :			

La hausse du résultat net combinée à des efforts de collections des débiteurs ont permis l'amélioration des flux de trésorerie.

La hausse du résultat net combinée au contrôle des stocks et à une plus grande collection des débiteurs ont été partiellement contrebalancés par des acomptes provisionnels d'impôts plus élevés relatif à l'amélioration des résultats.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(10 334)	(3 828)	(48 322)	(29 978)
QUATRIÈME TRIMESTRE :	PÉRIODE DE DOUZE MOIS :			

Pour les deux trimestres, les flux de trésorerie ont été principalement utilisés pour les acquisitions d'immobilisations. En 2013, la cession d'entreprises, en relation avec le Plan d'action, avait généré des flux de trésorerie.

La variance entre les deux périodes s'explique principalement par les activités relatives aux acquisitions d'entreprises.

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(9 456)	12 579	(75 159)	(54 421)
QUATRIÈME TRIMESTRE :	PÉRIODE DE DOUZE MOIS :			

Des résultats supérieurs ont permis un plus grand remboursement de la facilité de crédit au cours du quatrième 2014, alors qu'en 2013 la Société a utilisé la facilité de crédit pour soutenir le fond de roulement.

Pour les deux périodes, les flux de trésorerie ont été principalement utilisés pour rembourser la facilité de crédit ainsi que pour le paiement de dividendes. L'amélioration des résultats en 2014 a permis plus de remboursements. En 2013, les flux de trésorerie avaient également été utilisés afin de procéder au rachat de 287 501 actions.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	19 870	(8 766)	123 534	84 340
Variation des éléments du fonds de roulement	8 026	26 230	(24 100)	3 632
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(617)	(580)	(2 346)	(2 652)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 082)	(3 980)	(13 575)	(13 897)
Différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de l'exercice	(236)	982	97	982
Flux de trésorerie disponibles	21 961	13 886	83 610	72 405
QUATRIÈME TRIMESTRE :	PÉRIODE DE DOUZE MOIS :			

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles comparativement au trimestre correspondant de 2013 est principalement attribuable à l'amélioration des résultats, en partie contrebalancée par davantage d'acquisitions d'immobilisations corporelles.

L'augmentation des flux de trésorerie disponibles comparativement à la période correspondante de 2013 s'explique principalement par l'amélioration des résultats et la diminution des paiements d'intérêts qui ont été en partie contrebalancés par une hausse des acomptes provisionnels d'impôts.

FINANCEMENT

SOURCES DE FINANCEMENT

La Société diversifie ses sources de financement afin de bien gérer et d'atténuer son risque de liquidité.

FACILITÉ DE CRÉDIT

Le 15 octobre 2014, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit rotatif à long terme non garantie de 400 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2018.

Le 23 décembre 2014, la Société a signé une facilité de lettres de crédit non garantie échéant le 30 juin 2016 pour un montant autorisé de 20 000 \$. Pour répondre à ses besoins de trésorerie, la Société dispose de facilités de crédit total de 420 000 \$.

Au 31 décembre, 2014, un montant de 191 000 \$ est non utilisé (120 000 \$ au 31 décembre 2013). *(Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)*

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs et la Société, de son côté, effectue le paiement complet à l'institution financière, en fonction des termes prolongés conclus avec les fournisseurs.

Au 31 décembre 2014, Uni-Select a bénéficié de termes de paiements prolongés additionnels sur ces créditeurs pour un montant de 100 280 \$ et a utilisé un montant de 167 811 \$ de son programme (84 987 \$ et 122 772 \$ respectivement au 31 décembre 2013). La limite autorisée par les institutions financières est de 222 500 \$. Ces montants sont présentés dans les « créditeurs et charges à payer » aux états consolidés de la situation financière. Ce programme est disponible à la demande et peut-être modifié par l'une ou l'autre des parties.

DÉBENTURES CONVERTIBLES

En 2011, la Société a émis des débetures convertibles subordonnées, non garanties, portant intérêt à un taux annuel de 5,9 %. Les débetures sont convertibles au gré du détenteur à un taux de conversion de 41,76 \$CAN par action. En décembre 2014, la Société a annoncé le rachat aux fins d'annulation, de l'ensemble des débetures convertibles pour une contrepartie, au pair, de 51 750 \$CAN conformément aux termes établis à l'émission des débetures. En vertu de la variation prévue des flux de trésorerie estimatifs, une charge de désactualisation et un amortissement des frais de financement supplémentaires de 784 \$ a été comptabilisé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014. Le 1er février 2015, la Société a racheté l'ensemble de ses débetures convertibles. *(Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)*

BESOINS DE LIQUIDITÉS

À l'aide des différents outils de financement cités précédemment, combinés à sa capacité de générer des flux de trésorerie, la Société est en mesure de combler tant ses besoins d'exploitation que contractuels et ainsi soutenir ses différentes initiatives stratégiques.

BESOINS D'EXPLOITATION

Les différents besoins d'exploitation auxquels la Société fera face en 2015 se résument ainsi :

- l'achat de divers actifs, dont le renouvellement d'une partie de la flotte de véhicules par le biais de contrats de location-financement, de l'équipement informatique, des applications de logiciels et de l'équipement d'entrepôt principalement pour la reconfiguration du réseau de la distribution pour environ 30 000 \$;
- le paiement de dividendes d'environ 12 000 \$; et
- l'augmentation du fonds de roulement pour soutenir la croissance organique qui sera en partie compensée par la réduction en cours des stocks.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contrats de location-exploitation

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2025 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

Contrats de location-financement

La Société procède par voie de location-financement pour renouveler sa flotte de véhicules de livraison aux États-Unis. Les termes varient entre 24 et 96 mois selon les contrats. Au 31 décembre 2014, la valeur comptable des actifs loués qui sont présentés sous la rubrique « équipement automobile » avec les « immobilisations corporelles » est de 15 745 \$ (14 876 \$ au 31 décembre 2013).

Le tableau qui suit présente les différentes obligations contractuelles exigibles par période :

	2015	2016	2017	2018	2019	Par la suite
Dettes à long terme ^{(1) (2)}	44 529	5	5	199 555	5	6
Contrat de location-exploitation	36 839	32 241	24 606	18 390	9 332	14 413
Contrat de location-financement ⁽³⁾	5 356	4 559	3 235	2 017	1 075	-
Total	86 724	36 805	27 846	219 962	10 412	14 419

⁽¹⁾ Inclut la facilité de crédit et les débetures convertibles

⁽²⁾ Ne comprend pas les obligations liées aux intérêts sur la dette

⁽³⁾ Comprend les obligations liées aux intérêts sur les contrats de location-financement

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société contribue aux régimes de retraite à prestations définies et aux régimes de retraite à cotisations déterminées. Les prestations reliées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les régimes de retraite à prestations définies sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont basées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société. Advenant une variation importante des taux d'actualisation, ou des hypothèses actuarielles, la Société se verrait dans l'obligation de combler l'écart.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015, la Société prévoit faire des contributions approximatives de 2 748 \$ pour ses régimes à prestations définies. *(Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)*

Transactions hors bilans – garanties

En vertu de conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients. De l'avis de la Direction et basé sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis et que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure aux obligations financières de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 22 aux états financiers consolidés.)*

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émise des lettres de crédit au montant de 13 013 \$ au 31 décembre 2014 (13 720 \$ au 31 décembre 2013). *(Pour plus de renseignements, voir la note 18 aux états financiers consolidés.)*

STRUCTURE DE CAPITAL

La stratégie de gestion de capital de la Société permet d'optimiser la structure de capital afin de pouvoir profiter des occasions stratégiques qui se présentent tout en minimisant les coûts y afférents et en maximisant le rendement pour les actionnaires. La Société adapte la gestion du capital en fonction de la variation de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents.

LIGNES DIRECTRICES ET POLITIQUES DE FINANCEMENT À LONG TERME

La stratégie de la Société est de maintenir les directives et politiques suivantes afin de s'assurer de la flexibilité de la structure de capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres inférieur à 45 %;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres inférieur à 125 %;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté maximum de 3,50;
- un rendement ajusté du total des capitaux propres moyen de 9 % supérieur au taux d'intérêt sans risque; et
- un dividende correspondant à environ 20 % à 25 % du résultat net de l'année précédente, excluant certains ajustements, dont les frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré, aux frais de fermeture et de cession des magasins et aux frais de restructuration et autres.

31 décembre

	2014	2013
Composantes des ratios d'endettement ⁽¹⁾:		
Dette à long terme	260 348	277 715
Endettement total net	260 240	277 658
Total des capitaux propres	512 996	535 584
Ratios d'endettement ⁽²⁾:	Objectifs :	
<i>Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres</i>	<i>Inférieur à 45 %</i>	
	33,7 %	34,1 %
<i>Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres</i>	<i>Inférieur à 125 %</i>	
	50,8 %	51,9 %
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté</i>	<i>Maximum 3,50</i>	
	2,34	2,74
<i>Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens</i>	<i>Au moins 9 % supérieur au taux d'intérêt sans risque</i>	
	10,9 %	9,8 %
<i>Ratio de distribution de dividendes</i>	<i>Entre 20 % à 25 % du résultat ajusté de l'exercice précédent</i>	
	23,6 %	24,5 %

⁽¹⁾ À la suite de l'annonce du rachat des débetures convertibles en décembre 2014, ces dernières sont présentées comme une dette à court terme pour l'exercice 2014, alors qu'elles étaient présentées dans les capitaux propres en 2013.

⁽²⁾ Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinents de maintenir afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital.

La Direction de la Société revoit continuellement les éléments de son fonds de roulement afin d'améliorer et de maintenir le ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté.

Les **ratios d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres** et de la **dette à long terme sur le total des capitaux propres** sont similaires à ceux de l'exercice précédent, la dette ayant augmenté à la suite de l'annonce du rachat pour annulation des débetures convertibles, alors que l'équité a diminué pour la même raison.

L'amélioration du **ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté** est attribuable à la réduction de la dette combinée à l'augmentation du BAIIA ajusté.

L'augmentation du **rendement ajusté du total des capitaux propres moyen** est directement liée à l'amélioration du bénéfice ajusté de la Société. (Pour plus de renseignements sur la façon dont la Société calcule ses ratios, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

CLAUSES BANCAIRES RESTRICTIVES

Aux fins de conformité, la Société effectue un suivi régulier des exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles soient respectées. Au 31 décembre 2014, la Société répond à toutes les exigences requises. *(Pour plus de renseignements, voir la note 24 aux états financiers consolidés.)*

DIVIDENDES

La Société a versé des dividendes trimestriels à ses actionnaires pour une vingt-septième année consécutive. Les dividendes déclarés en 2014 se chiffrent à 0,58 \$CAN par action comparativement à 0,52 \$CAN en 2013, soit une croissance de 11,5 %.

Le 12 février 2015, la Société a déclaré le premier dividende trimestriel de 2015 de 0,15 \$CAN par action payable le 21 avril 2015 aux actionnaires inscrits en date du 31 mars 2015.

Les dividendes sont approuvés par le Conseil d'administration, lequel fonde sa décision sur les résultats d'exploitation, les flux de trésoreries et autres facteurs pertinents. Il n'y a aucune garantie que des dividendes soient déclarés dans le futur.

Le dividende est un dividende éligible pour les fins d'impôts.

INFORMATION SUR LE CAPITAL-ACTIONS

(en milliers d'actions)	Quatrième trimestre		Période de douze mois	
	2014	2013	2014	2013
Nombre d'actions émises et en circulation	21 216	21 264	21 216	21 264
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 231	21 279	21 254	21 411

Au 31 janvier 2015, 21 220 862 actions de la Société sont en circulation.

PROGRAMME DE RACHAT D' ACTIONS

Au cours de l'exercice 2014, la Société a racheté, pour fins d'annulation, 58 115 actions ordinaires (287 501 en 2013) pour une contrepartie en espèces de 1 448 \$ (6 408 \$ en 2013) incluant une prime au rachat d'actions de 1 209 \$ (5 116 \$ en 2013) appliquée en réduction des résultats non distribués. Le prix d'achat moyen est 27,94 \$CAN (22,87 \$CAN en 2013).

ÉMISSION D' ACTIONS

Il n'y a eu aucune émission d'actions dans le cours normal des activités en 2014 et en 2013. Au cours du dernier trimestre de 2014, 10 205 actions ordinaires ont été émises sous le régime d'options d'achat d'actions (nil en 2013).

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, 203 243 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (298 338 pour 2013), pour un prix d'exercice moyen de 28,76 \$CAN (22,90 \$CAN en 2013). Au cours de l'exercice, aucune option a été renoncée ou expirée (37 515 en 2013) et 10 205 ont été octroyées (nil en 2013).

Au 31 décembre 2014, des options octroyées pour l'émission de 513 861 actions ordinaires (320 823 au 31 décembre 2013) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société et 1 174 165 actions ordinaires (1 377 408 au 31 décembre 2013) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Une charge de rémunération de 1 092 \$ (940 \$ en 2013) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « Surplus d'apport » pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Régime d'unités d'actions différées

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, la Société a octroyé 43 899 unités d'actions différées (« UAD ») (34 976 UAD pour 2013) et a racheté 2 997 UAD (1 839 pour 2013). Une charge de rémunération de 1 193 \$ (737 \$ pour 2013) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 85 495 UAD sont en circulation au 31 décembre 2014 (44 593 au 31 décembre 2013). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 2 009 \$ (944 \$ au 31 décembre 2013).

Régime d'unités d'actions lié à la performance

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, la Société a octroyé 92 419 unités d'actions liées à la performance (« UAP ») (108 811 UAP en 2013) duquel 16 725 ont été renoncées ou rachetées (12 071 en 2013). Une charge de rémunération de 1 051 \$ (720 \$ en 2013) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 172 434 UAP sont en circulation au 31 décembre 2014 (96 740 au 31 décembre 2013). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 1 612 \$ (697 \$ au 31 décembre 2013).
(Pour plus de renseignements, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)

SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de l'exercice, la situation financière a été affectée par la dépréciation du dollar canadien ainsi que par les acquisitions d'entreprises, nettes des dispositions, par rapport au 31 décembre 2013.

Le tableau suivant présente une analyse des principaux postes qui ont varié aux états consolidés de la situation financière :

	31 déc. 2014	31 déc. 2013	Acquisitions ou cessions d'entreprises	Taux de change	Écarts nets ⁽¹⁾
Débiteurs et autres recevables	224 910	220 942	4 444	(8 001)	7 525
Stocks	529 575	532 045	9 032	(10 518)	(984)
Créditeurs et charges à payer	(373 690)	(341 429)	(1 018)	9 072	(40 315)
Autres éléments du fonds de roulement	13 025	10 517	2 895	(448)	61
Fonds de roulement (excluant la trésorerie et les versements sur la dette à long terme et sur les dépôts de garantie des marchands membres)	393 820	422 075	15 353	(9 895)	(33 713)
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, autres investissements et avances aux marchands membres	21 743	36 855	(13 426)	(1 400)	(286)
Immobilisations incorporelles	133 556	140 598	5 090	(1 326)	(10 806)
Goodwill	192 496	184 449	11 551	(3 304)	-
Dettes à long terme (incluant la portion court terme)	260 347	277 715	18 755	(11)	(36 112)
Débetures convertibles	-	46 829	-	(3 915)	(42 914)

⁽¹⁾ Explications des écarts nets :

Débiteurs et autres recevables : L'augmentation est principalement attribuable aux ventes additionnelles au cours du mois de décembre 2014.

Stocks : Des achats spéciaux en fin d'année combinés au déploiement de nouvelles lignes de produits, telles que les marques privées de la Société, ont contrebalancé la diminution des inventaires de 18 500 \$ relativement au Plan d'action.

Créditeurs et charges à payer : La Société a bénéficié de termes de paiements prolongés sur ses créditeurs.

Immobilisations incorporelles : La charge d'amortissement courante a été supérieure aux acquisitions.

Dettes à long terme (incluant la portion court terme) : Les flux monétaires générés par les activités d'exploitation ont permis le remboursement. Excluant les débetures convertibles, la diminution aurait été de 79 026 \$.

Débetures convertibles : Les débetures convertibles ont été reclassées dans la dette à long terme à la suite de l'annonce de leur rachat pour annulation en décembre 2014.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2014	2013
Salaires et avantages à court terme du personnel	5 433	5 007
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions au régime à prestations définies)	547	574
Avantages fondés sur des actions	2 195	2 153
Total de la rémunération	8 175	7 734

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.

Autres transactions

La Société a encouru des dépenses de loyer de 3 007 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (3 429 \$ pour 2013) au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Ces ententes de location ont été conclues dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentes de cinq ans et moins.

ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

La Société a conclu, le 9 février 2015, une entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, inc. et de Beck/Arnley Worldparts, inc. pour une somme au comptant d'environ 340 000 \$. Au cours du premier trimestre de 2015, la Société prévoit subir une perte après impôts de 80 000 \$ à 100 000 \$ relativement à la vente des actifs nets de ces activités et autres frais afférents, pour lesquels environ 20 000 \$ de déboursés devraient être nécessaires. Cette perte résulte de coûts liés à la transaction, à la résiliation de contrats de service, aux frais de restructuration, à la dépréciation d'immobilisations incorporelles (principalement des systèmes TI) et à la dépréciation d'une portion du goodwill. La transaction devrait être conclue au cours du premier semestre de 2015 et est soumise aux conditions de clôture habituelles, y compris aux approbations d'autorités réglementaires.

GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques qui pourraient avoir un impact significatif sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. La Société maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques d'exploitation, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques principaux mentionnés ci-dessous.

RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La conjoncture économique

La conjoncture économique a une incidence modérée sur les ventes de pièces de remplacement pour automobiles et l'exploitation de la Société. En effet, bien qu'elle en soit en partie tributaire, l'industrie des pièces de remplacement est beaucoup moins affectée par une situation économique difficile que peut l'être celle de la vente de véhicules neufs, puisque la décision d'effectuer une réparation à un véhicule est moins discrétionnaire et moins onéreuse que celle d'acheter un nouveau véhicule.

Inflation

En ce qui a trait à l'inflation, la Direction estime qu'elle a un impact négligeable sur les résultats de la Société, étant donné que l'augmentation du prix des marchandises imposée par les manufacturiers est transmise aux consommateurs. Cependant, une inflation faible ou une déflation de la valeur des pièces de rechange sur le marché peuvent avoir une incidence négative sur la rentabilité de ses centres de distribution. Afin de réduire le risque de déflation de la valeur des pièces en stock, la Société a des ententes de compensation avec la majorité de ses fournisseurs.

Distance parcourue

Il existe un lien direct entre le taux de chômage, le prix du carburant et la distance parcourue, de même qu'il existe un lien direct entre la distance parcourue et le taux d'usure et de réparation des véhicules. Le prix du carburant a également un effet sur les coûts de livraison de la Société aux États-Unis. Uni-Select revoit régulièrement les routes de livraison aux États-Unis afin de s'assurer que celles-ci soient optimales et ainsi maintenir les coûts de livraison à un niveau respectable.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE COMMERCIAL

Croissance du parc automobile

Malgré la croissance du parc nord-américain de véhicules, la réduction des ventes de véhicules neufs entre 2008 et 2012 a entraîné un vieillissement du parc automobile, engendrant une augmentation de la demande de pièces de remplacement.

La multiplication des modèles de véhicules au cours des dernières années et leur durée de vie plus longue entraînent une prolifération du nombre de pièces, ce qui impose des contraintes financières aux distributeurs et aux grossistes qui doivent maintenir un plus large éventail de pièces pour assurer une disponibilité adéquate. Ce facteur est en partie atténué par le fait que les manufacturiers intègrent aux véhicules un contenu technologique de plus en plus sophistiqué, faisant en sorte que chaque pièce remplit davantage de rôles et coûte plus cher à réparer, favorisant l'industrie des pièces de remplacement.

L'accroissement du nombre de véhicules de marques étrangères dans le parc nord-américain est également à l'origine de la multiplication des modèles et la prolifération des pièces. Cette situation, conjuguée à la complexité technologique et au contenu électronique plus important dans les véhicules favorise les concessionnaires automobiles lorsque les consommateurs font le choix d'un fournisseur de services pour l'entretien de leur véhicule. En contrepartie, toute rationalisation au chapitre des concessionnaires automobiles pourrait entraîner un déplacement de l'entretien et des réparations vers le réseau du marché secondaire.

Produits

Uni-Sélect distribue en premier lieu des pièces et des produits de manufacturiers nord-américains reconnus et bien établis. Ces manufacturiers assument en général la responsabilité pouvant découler des produits défectueux, mal conçus ou non conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

Uni-Sélect importe, dans une moindre mesure, divers produits et pièces de sources étrangères; en ce qui concerne ces pièces, le succès d'un éventuel recours contre un fournisseur ou un manufacturier est aléatoire. La Société bénéficie d'assurances responsabilités. De plus, la logistique du transport entre le pays d'origine et les marchés desservis augmente les risques de rupture de stock.

Afin de s'assurer d'un approvisionnement continu de ses produits, la Société passe en revue les résultats financiers de ses principaux fournisseurs et revoit régulièrement la diversification de ses sources d'approvisionnement.

Technologie

Le développement technologique continu des dernières années impose aux distributeurs et aux grossistes d'offrir un perfectionnement continu à leur personnel et à leurs clients, ainsi que l'accès à de nouveaux outils de diagnostic. Uni-Sélect gère l'impact potentiel de ces tendances par l'ampleur et la qualité des programmes de formation et de support qu'elle offre aux grossistes indépendants, à leur personnel et à leurs clients. Elle offre à ses clients un accès à des technologies modernes et performantes en matière de gestion des données, gestion d'entrepôts et de télécommunication.

Risques environnementaux

L'activité de distribution de peinture comporte certains risques environnementaux. L'endommagement ou la destruction des entrepôts, spécialisés dans l'entreposage de ces produits, notamment par un incendie, entraînant un rejet ou un déversement de peinture pourrait avoir des conséquences environnementales par la pollution de l'air ou des sols, entre autres. Ces entrepôts spécialisés sont en général bien pourvus d'équipement visant à réduire ces risques, notamment de systèmes de gicleurs de pointe et de bassins de rétention en cas de déversement accidentel.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE D'EXPLOITATION

Risques liés au modèle d'affaires et à la stratégie de Uni-Sélect

Dans le marché des pièces de remplacement pour véhicules, le modèle d'affaires de Uni-Sélect, qui consiste à desservir principalement des grossistes indépendants (plutôt qu'un réseau de succursales corporatives et d'installateurs indépendants), impose à la Société des exigences particulières afin d'assurer la loyauté et la pérennité de son réseau de membres. C'est pourquoi l'approche fondamentale de la Société est de favoriser la croissance, la compétitivité et la rentabilité de ses grossistes indépendants au moyen d'une solution d'affaires totale incluant de bonnes conditions d'achat, une gestion proactive de la sélection de produits, des services de distribution d'une grande efficacité, des programmes marketing novateurs et une série de services de support, en formation et en financement, entre autres. Dans le contexte de consolidation de l'industrie, qui se fait aussi au niveau des grossistes, la Société a développé des programmes visant à faciliter l'expansion par acquisition de ces derniers.

D'autre part, face au vieillissement des propriétaires de magasins de pièces de remplacement, Uni-Sélect a aussi mis en place des programmes de succession permettant aux grossistes désireux de prendre leur retraite de vendre leur commerce à un membre de leur famille, à un employé ou à un autre client du réseau Uni-Sélect. Le cas échéant, Uni-Sélect peut décider de racheter le commerce de ce grossiste afin de protéger son réseau de distribution.

La stratégie de croissance par acquisition de la Société, surtout aux États-Unis, comporte sa part de risques. Uni-Sélect a développé une expertise à ce chapitre, ayant mené à bien l'acquisition et l'intégration de plusieurs entreprises au cours des dernières années. Pour limiter son risque, la Société poursuit notamment une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, applique des procédures de vérification diligente sévère et conçoit des plans d'intégration détaillés. Finalement, Uni-Sélect dispose d'une équipe multidisciplinaire afin de bien évaluer et gérer les risques particuliers des marchés où elle s'implante, en particulier aux États-Unis.

Compétition

L'industrie du marché secondaire de l'automobile dans laquelle la Société évolue est hautement compétitive, la disponibilité des pièces, le prix, la qualité et le service à la clientèle sont des facteurs très importants. Uni-Sélect compétitionne principalement dans le segment commercial (DIFM) de cette industrie contre, entre autres, des chaînes de détaillants nationales et régionales, des distributeurs et grossistes indépendants ainsi que des fournisseurs internet. La compétition varie d'un marché à l'autre et certains compétiteurs peuvent posséder des avantages supérieurs à Uni-Sélect qui pourraient entraîner, entre autres, une réduction de prix de vente et une augmentation des dépenses marketing et promotionnelles entraînant ainsi une baisse de la profitabilité de la Société. Afin de réduire ce risque, la Société revoit régulièrement son offre de produits et service de façon à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de sa clientèle. De plus, la prolifération des pièces constitue en soi une barrière à l'entrée dans le marché de nouveaux compétiteurs.

Les systèmes d'opérations et systèmes financiers

La Société dépend largement de ses systèmes informatiques ainsi que de ceux de ses partenaires d'affaires afin de gérer les stocks, d'effectuer les processus transactionnels ainsi que pour rapporter les résultats. Ces systèmes sont sujets aux dommages et aux interruptions dus aux pannes électriques, aux défaillances des télécommunications, aux virus informatiques, aux bris de sécurité ainsi qu'aux forces majeures. Advenant que ses systèmes informatiques ou ceux de ses partenaires d'affaires soient dans l'incapacité de fonctionner adéquatement, la Société pourrait subir des pertes de données critiques et des interruptions ou des délais dans sa capacité à gérer ses stocks et à mener à bien ses processus transactionnels, ce qui pourrait potentiellement avoir un impact sur les revenus et les résultats d'exploitation.

Pour atténuer ce risque, la Société a mis en place un plan de relève en cas de désastre, lequel inclut des sauvegardes journalières, une redondance de circuits de télécommunication, une redondance matérielle et de l'hébergement externe de serveurs dans des sites spécialisés.

Ressources humaines

Durant cette période active en changement, Uni-Sélect doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Les coûts de main-d'œuvre sont sujets à de nombreux facteurs externes, tels que les taux de rémunération et d'avantages sociaux et la disponibilité de ressources compétentes localement et en temps opportun. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés pourrait avoir une incidence sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société. La Société a mis en place au fil des ans plusieurs programmes et outils afin de stimuler ses employés dont :

- E-fUNI (outil de formation);
- des programmes de formation de leadership et de développement accéléré des talents; et
- les prix de reconnaissance « Créateur de valeur » les Prix du président.

RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La juste valeur de la plupart des instruments financiers de la Société se rapproche de leur valeur comptable en raison des courtes échéances. C'est le cas, entre autres, de la trésorerie, des débiteurs et autres recevables, des créditeurs et charges à payer, des dettes bancaires et des dividendes à payer.

La juste valeur de la dette à long terme quant à elle a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre le taux actuel de financement négocié par la Société et le taux qui serait renégocié en fonction des conditions du marché actuel.

Risque de liquidité

Ce risque est traité dans la section « Source de financement et besoin de fonds ».

Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de ses comptes débiteurs et autres recevables et placements et avances aux membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour tous les comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

En outre, la Société détient en garantie des biens personnels et actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer du recouvrement des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit.

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société et de ses filiales. Selon la Direction, le risque est minimal que des variations des valeurs relatives du dollar américain et du dollar canadien aient un effet important sur le résultat net.

La plus récente analyse de la Société démontre qu'une variation de 0,01 \$ du dollar canadien par rapport au dollar américain, aurait un impact de 0,01 \$ par action sur les résultats de la Société. Cet impact est strictement de nature comptable et n'affecte en rien les flux monétaires.

Par ailleurs, la Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollar américain. *(Pour plus de renseignements, voir la note 20 aux états financiers consolidés.)*

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. Afin d'atténuer ces fluctuations, la Société utilise des instruments financiers dérivés, soit des contrats de swap consistant à échanger des taux variables pour des taux fixes. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation. Le contrat actuel de 80 000 \$ vient à échéance en 2016.

Toute chose étant égale par ailleurs, une variation favorable ou défavorable de 0,25 % du taux de base aurait un impact d'environ 0,014 \$ par action sur les résultats. *(Pour plus de renseignements, voir la note 20 aux états financiers consolidés.)*

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

ADOPTÉES EN 2014

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2014

INSTRUMENTS FINANCIERS : PRÉSENTATION

En décembre 2011, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », portant sur la signification du terme « droit juridiquement exécutoire de compenser » et l'application de réalisation et de règlement simultanés pour appliquer les exigences de compensation. La Société a adopté cet amendement au 1er janvier 2014, et ce changement n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS : COMPTABILISATION ET ÉVALUATION

En juin 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation », qui prévoient le maintien de la comptabilité de couverture dans des cas spécifiques où un instrument dérivé désigné comme instrument de couverture est remplacé par un instrument dérivé sujet à une compensation par une contrepartie centrale afin de respecter les lois ou les règlements locaux. La Société a adopté cet amendement au 1er janvier 2014, et ce changement n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, amendements et interprétations de normes existantes ont été publiés par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptés par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, amendements et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2017 avec adoption anticipée permise

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS AVEC DES CLIENTS

En mai 2014, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et l'IAS 11 « Contrats de constructions » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur des principes de 5 étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2018 avec adoption anticipée permise

INSTRUMENTS FINANCIERS

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

ESTIMATIONS

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. *(Pour plus de renseignements, voir la note 10 aux états financiers consolidés.)*

Constatations des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans l'état consolidé de la situation financière. La Direction doit faire des estimations et porter des jugements au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, à l'exception des pertes de valeur comptabilisées en 2013 dans le cadre du plan de consolidation du réseau de distribution présenté à la note 4, aucune perte de valeur ou reprise de pertes antérieures n'ont été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir les notes 4 et 15 aux états financiers consolidés.)*

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la date de clôture en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société et sur la charge annuelle des régimes à prestations définies. *(Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)*

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leur échéancier ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

JUGEMENTS

Contrats de location : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux IFRS. De plus, certaines expressions n'ayant pas de définitions normalisées en vertu des IFRS, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société croit que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse.

Le tableau suivant présente les différentes définitions des termes utilisés par la Direction qui ne sont pas définis selon les IFRS :

Croissance organique	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées pro forma entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des ventes et fermetures de magasins, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, du nombre différent de journées de facturation. Uni-Sélect utilise cette mesure, car elle aide à juger l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la Direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
BAIIA	Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et impôts sur le résultat. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité, mais comme une information complémentaire.
BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le résultat net et le résultat par action provenant d'activités d'exploitation, excluant certains ajustements, déduction faite des impôts sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. Selon la Direction, ces mesures sont plus représentatives de la performance opérationnelle de la Société et plus appropriées pour fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent, entre autres, aux frais de fermeture et de cession de magasins, aux frais de restructuration et autres et aux frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>
Marge du BAIIA ajusté	Ce ratio correspond au BAIIA ajusté divisé par les ventes.
Flux de trésorerie disponibles	<p>Cette mesure correspond au flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les états des flux de trésorerie, ajusté des éléments suivants : variation des éléments du fonds de roulement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les acquisitions d'immobilisations corporelles et la différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de l'exercice. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des opérations, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fonds de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulements (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon les états des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme une alternative au tableau consolidé des flux de trésorerie ou comme mesure de liquidité, mais comme information additionnelle.</p>

Endettement total net	Cette mesure correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (<i>selon la note 18 aux états financiers consolidés</i>) ainsi que les débetures convertibles, en 2014, nette de la trésorerie. Les débetures convertibles sont exclues de l'endettement total net pour les exercices 2011 à 2013.
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	Ce ratio correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net et du total des capitaux propres. Pour les exercices 2011 à 2013, les débetures convertibles étaient considérées comme des capitaux propres et étaient incluses dans le dénominateur du ratio.
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	Ce ratio correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (<i>selon la note 18 aux états financiers consolidés</i>) divisée par le total des capitaux propres. Pour les exercices 2011 à 2013, les débetures convertibles étaient considérées comme des capitaux propres et étaient incluses dans le dénominateur du ratio.
Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA ajusté. Les débetures convertibles sont exclues de l'endettement total net pour les exercices 2011 à 2013, puisqu'elles étaient considérées comme des capitaux propres.
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens	Ce ratio correspond au résultat net ajusté des frais de restructuration et autres ainsi que des frais non récurrents liés au Plan d'action et à la fermeture et cession de magasins, divisé par le total des capitaux propres moyen.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par tranche de 1,00 \$CAN :

	Exercices clos le 31 décembre		
	2014	2013	2012
Moyenne pour la période			
Aux fins des états consolidés des résultats	0,91	0,97	1,00
Date de clôture			
Aux fins des états consolidés des résultats de la situation financière	0,86	0,94	1,00

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans les états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats des activités canadiennes sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses opérations canadiennes et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction planifie et effectue une vérification relativement au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs « le règlement 52-109 ». Au début de l'exercice 2014, la Société a révisé ses tests de conformité afin d'assurer l'adoption du cadre de contrôle 2013 et des 17 principes du COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission).

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2014, le président et chef de la direction et le vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2014 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, aucun changement important aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été fait qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

PERSPECTIVES

Au cours de l'exercice 2015, Uni-Sélect se concentrera sur l'exécution du Plan stratégique 2012-2015 centré sur le service à la clientèle, les ventes, les opérations ainsi que sur la marge d'exploitation.

En effet, la Société favorisera une culture centrée sur les clients et accélérera sa croissance organique en renforçant la loyauté des clients, en recrutant de nouveaux et en intensifiant la conversion à ses programmes de bannières. Son équipe mettra l'accent sur l'offre d'une expérience client supérieure, sur les occasions d'affaires dans le secteur de la distribution de peinture, sur la bonification de son offre de produits et sur une meilleure visibilité de l'inventaire.

La Société va aussi poursuivre l'optimisation de ses opérations, pour une meilleure productivité, en reconfigurant ses centres de distribution et en améliorant les processus de réapprovisionnement et de flux de travail.

Finalement, Uni-Select va continuer de tirer avantage du Plan d'action, de profiter de son progiciel de gestion intégré et d'améliorer les conditions d'achat et de vente afin d'accroître la marge du BAIIA ajusté.

La Direction est confiante que ces différentes initiatives contribueront à l'amélioration de la rentabilité, à la croissance future ainsi qu'à la réduction de la dette.



Richard G. Roy, FCPA, FCA

Président et chef de la direction



Denis Mathieu, CPA, CA, MBA

Vice-président exécutif, services corporatifs et chef de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 12 février 2015.

États financiers consolidés

au 31 décembre 2014

Rapport de la direction	35
Rapport de l'auditeur indépendant	36
États consolidés des résultats	37
États consolidés du résultat global	38
États consolidés des variations des capitaux propres	39
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	40
États consolidés de la situation financière	41
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	42

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et ont été approuvés par le Conseil d'administration le 12 février 2015.

Uni-Sélect inc. maintient des systèmes de contrôles internes qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

Le Conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les membres de la direction de la Société et l'auditeur indépendant, a révisé les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. et a recommandé leur approbation au Conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur indépendant de la Société, Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Le président et chef de la direction

Le vice-président exécutif, services corporatifs et
chef de la direction financière



Richard G. Roy, FCPA, FCA



Denis Mathieu, CPA, CA, MBA

Boucherville
Le 12 février 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
Uni-Sélect inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la société Uni-Sélect inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2014 et 2013 et les états consolidés des résultats, les états consolidés du résultat global, les états consolidés des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la Direction pour les états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la présentation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la société Uni-Sélect inc. aux 31 décembre 2014 et 2013 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

/s/ Raymond Chabot Grant Thornton s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Canada)

Le 12 février 2015

¹ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique № A105359

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action)	Note	Exercice clos le	
		2014	31 décembre 2013
Ventes		1 784 359	1 788 085
Achats, nets de la fluctuation des stocks		1 250 984	1 249 891
Marge brute		533 375	538 194
Avantages du personnel		283 085	293 809
Autres dépenses d'exploitation		146 765	152 006
Frais de restructuration et autres	4	(1 931)	35 180
Résultat avant charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat		105 456	57 199
Charges financières, montant net	5	13 332	15 654
Amortissement	6	31 685	29 297
Résultat avant la quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et l'impôt sur le résultat		60 439	12 248
Quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence		2 346	2 652
Résultat avant impôt sur le résultat		62 785	14 900
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	7		
Exigible		16 521	4 627
Différé		(3 861)	(11 055)
		12 660	(6 428)
Résultat net attribuable aux actionnaires		50 125	21 328
Résultat par action			
De base	8	2,36	1,00
Dilué	8	2,35	1,00
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)			
De base	8	21 254	21 411
Dilué	8	21 309	21 411

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de \$US)	Note	Exercice clos le	
		2014	31 décembre 2013
Résultat net		50 125	21 328
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net :			
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (nette d'impôts de 76 \$ (57 \$ en 2013))		(206)	(155)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée aux résultats (nette d'impôts de 179 \$ (341 \$ en 2013))		483	873
Gains de change latents sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation		11 450	11 920
Pertes de change latentes sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères		(22 326)	(17 550)
		(10 599)	(4 912)
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net :			
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies (nette d'impôts de 1 509 \$ (1 617 \$ en 2013))	17	(4 045)	4 283
Total des autres éléments du résultat global		(14 644)	(629)
Résultat global attribuable aux actionnaires		35 481	20 699

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

(en milliers de \$US)	Note	Attribuable aux actionnaires					Total des capitaux propres
		Capital- actions	Surplus d'apports	Composante équité des déventures convertibles	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (Note 21)	
Solde au 31 décembre 2012		88 563	392	1 687	384 902	8 661	484 205
Résultat net		-	-	-	21 328	-	21 328
Autres éléments du résultat global		-	-	-	4 283	(4 912)	(629)
Résultat global		-	-	-	25 611	(4 912)	20 699
Contributions et distributions aux actionnaires :							
Rachat d'actions	11	(1 292)	-	-	(5 116)	-	(6 408)
Dividendes		-	-	-	(10 681)	-	(10 681)
Paiements fondés sur des actions	16	-	940	-	-	-	940
		(1 292)	940	-	(15 797)	-	(16 149)
Solde au 31 décembre 2013		87 271	1 332	1 687	394 716	3 749	488 755
Résultat net		-	-	-	50 125	-	50 125
Autres éléments du résultat global		-	-	-	(4 045)	(10 599)	(14 644)
Résultat global		-	-	-	46 080	(10 599)	35 481
Contributions et distributions aux actionnaires :							
Rachat d'actions	11	(239)	-	-	(1 209)	-	(1 448)
Émission d'actions	11	206	-	-	-	-	206
Dividendes		-	-	-	(11 090)	-	(11 090)
Paiements fondés sur des actions	16	-	1 092	-	-	-	1 092
		(33)	1 092	-	(12 299)	-	(11 240)
Solde au 31 décembre 2014		87 238	2 424	1 687	428 497	(6 850)	512 996

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de \$US)	Note	Exercice clos le	
		2014	31 décembre 2013
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net		50 125	21 328
Éléments hors caisse :			
Frais de restructuration et autres	4	(1 931)	35 180
Charges financières, montant net	5	13 332	15 654
Amortissement	6	31 685	29 297
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	7	12 660	(6 428)
Amortissement des incitatifs accordés aux clients		11 623	8 076
Autres éléments hors caisse		4 020	(2 936)
Variation des éléments du fonds de roulement	9	24 100	(3 632)
Intérêts payés		(10 186)	(13 098)
Impôt sur le résultat recouvert (payé)		(11 894)	899
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		123 534	84 340
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions nettes d'entreprises	10, 13	(18 735)	3 065
Avances aux marchands membres et incitatifs accordés aux clients		(16 980)	(16 018)
Remboursements d'avances à des marchands membres		6 492	3 050
Dividendes reçus des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence		367	916
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles		(13 333)	(12 069)
Acquisitions nettes et développement d'immobilisations incorporelles		(6 133)	(8 922)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(48 322)	(29 978)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation de la dette à long terme		73 558	236 669
Remboursement de la dette à long terme		(136 597)	(273 616)
Diminution nette des dépôts de garantie des marchands membres		(52)	(329)
Rachat d'actions	11	(1 448)	(6 408)
Émission d'actions	11	206	-
Dividendes versés		(10 826)	(10 737)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(75 159)	(54 421)
Écart de conversion		(3)	(6)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		50	(65)
Trésorerie au début de l'exercice		57	122
Trésorerie à la fin de l'exercice		107	57

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de \$US)	Note	31 décembre	
		2014	2013
ACTIFS			
Actifs courants :			
Trésorerie		107	57
Débiteurs et autres recevables	12	224 910	220 942
Impôt sur le résultat à recevoir		10 663	16 883
Stocks		529 575	532 045
Frais payés d'avance		11 829	11 417
Total des actifs courants		777 084	781 344
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, autres investissements et avances aux marchands membres	13	21 743	36 855
Immobilisations corporelles	14	51 924	49 494
Immobilisations incorporelles	15	133 556	140 598
Goodwill	15	192 496	184 449
Actifs d'impôt différé	7	13 502	13 151
TOTAL DES ACTIFS		1 190 305	1 205 891
PASSIFS			
Passifs courants :			
Créditeurs et charges à payer		373 690	341 429
Provision pour les frais de restructuration	4	6 724	15 185
Dividendes à payer		2 743	2 598
Versements sur la dette à long terme, les débetures convertibles et les dépôts de garantie des marchands membres	18, 19	49 993	4 667
Total des passifs courants		433 150	363 879
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	16, 17	25 233	19 561
Dette à long terme	18	210 462	273 165
Débetures convertibles	18	-	46 829
Dépôts de garantie des marchands membres	19	6 388	6 988
Instruments financiers dérivés	20	511	890
Passifs d'impôt différé	7	1 565	5 824
TOTAL DES PASSIFS		677 309	717 136
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	11	87 238	87 271
Surplus d'apports		2 424	1 332
Composante équité des débetures convertibles	18	1 687	1 687
Résultats non distribués		428 497	394 716
Cumul des autres éléments du résultat global	21	(6 850)	3 749
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		512 996	488 755
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		1 190 305	1 205 891

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le Conseil d'administration,


Robert Chevrier, FCPA, FCA
 Administrateur


John A. Hanna, FCPA, FCGA
 Administrateur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action, des pourcentages et d'indication contraire)

1 - STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (« Uni-Sélect ») est une société domiciliée au Canada dûment constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Uni-Sélect est la société mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant Uni-Sélect et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage, d'accessoires, de peinture et de produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers consolidés présentent les activités et la situation financière de la Société et de toutes ses filiales ainsi que la participation de la Société dans des coentreprises.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

2 - BASE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société a appliqué uniformément les mêmes conventions comptables pour l'ensemble des périodes présentées.

Le Conseil d'administration a approuvé et autorisé pour publication ces états financiers consolidés le 12 février 2015.

Base de mesure

Ces états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évalués à la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies, ajustée pour tenir compte des coûts des services passés non comptabilisés et diminuée du montant net des actifs du régime.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar canadien pour les entités au Canada et le dollar américain pour les entités aux États-Unis. Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars américains qui représentent la monnaie de présentation de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes complémentaires. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

(i) Estimations

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. Voir la note 10 pour les renseignements sur les regroupements d'entreprises complétés au cours des deux derniers exercices.

Constatations des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais volumes. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans l'état consolidé de la situation financière. La Direction doit faire des estimations et porter des jugements au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats opérationnels. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, à l'exception des pertes de valeur comptabilisées en 2013 dans le cadre du plan de consolidation du réseau de distribution présenté à la note 4, aucune perte de valeur ou reprise de pertes antérieures n'ont été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. Voir les notes 4 et 15 pour plus de renseignements.

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à une date rapprochée de la fin d'exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société et sur la charge annuelle des régimes à prestations définies. Voir la note 17 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leur échéancier ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

(ii) Jugements

Contrats de location : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont les suivantes :

Méthode de consolidation

(i) Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables, de par sa participation dans la filiale, et lorsqu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements que cette dernière obtient. Les filiales sont entièrement consolidées dès la date de la prise de contrôle, et elles sont déconsolidées à la date où le contrôle cesse. Les transactions avec les filiales sont éliminées dans les états financiers consolidés. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % aux 31 décembre 2014 et 2013 se présentent comme suit :

Beck/Arnley Worldparts, inc.	Uni-Select Luxembourg S.à r.l.	Achats Uni-Sélect s.e.n.c.
FinishMaster, inc.	Uni-Sélect Prairies inc.	Uni-Sélect Québec inc.
Uni-Select USA Holdings, inc.	Uni-Select Pacific inc.	Uni-Sélect Eastern inc.
Uni-Select USA, inc.		

(ii) Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (coentreprises)

Les coentreprises sont des entreprises sur lesquelles la Société exerce un contrôle conjoint, qui confère des droits sur les actifs nets du partenariat. La prise de décisions stratégiques financières et opérationnelles concernant les activités pertinentes du partenariat requiert le consentement unanime des parties. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Regroupements d'entreprises

La Société applique la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des passifs repris et des capitaux propres émis par la Société, lesquels comprennent la juste valeur d'un actif ou d'un passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont engagés.

La Société comptabilise les actifs acquis et les passifs repris identifiables lors d'un regroupement d'entreprises, qu'ils aient été comptabilisés antérieurement ou non dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Les actifs acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris. Lorsque l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

Conversion de monnaie étrangère

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle de l'entité connexe (note 2) à l'aide des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis à l'aide des taux de change de clôture. Tout écart de change en découlant est comptabilisé en résultat, à l'exception de ceux relatifs aux éléments de couverture de flux de trésorerie, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AÉRG »)

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

(ii) Opérations en monnaies étrangères

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est autre que la monnaie de présentation (note 2) sont convertis en dollars américains selon les taux de change de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés sous les AÉRG dans les capitaux propres. Les taux de change utilisés pour dresser les états financiers consolidés se résument comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2014	2013
Taux de conversion	1,160 \$CAN pour 1 \$US	1,064 \$CAN pour 1 \$US
Taux de conversion moyen	1,104 \$CAN pour 1 \$US	1,030 \$CAN pour 1 \$US

Constatation des ventes

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des provisions pour droit de retour et garanties et autres remises sur ventes et rabais volume, lorsque les risques et avantages importants inhérents à la propriété ont été transférés à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la Direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes de biens et certaines garanties. Au moment où la Société constate la vente, elle comptabilise des provisions relatives aux droits de retour et garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction.

Stocks

Les stocks se composent de produits finis et sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Incitatif accordé aux clients

La Société accorde des incitatifs sous forme de trésorerie, de stocks et de matériel à certains clients en contrepartie d'ententes d'achat pluriannuelles (« contrats »). Ces incitatifs sont comptabilisés au coût et sont amortis, contrat par contrat, sur une base linéaire en diminution des ventes sur le moindre de la durée du contrat ou de 48 mois, durée correspondant à la durée moyenne des contrats. Dans le cas de manquement d'un client à l'engagement, la portion restante de la valeur aux livres non amortie de l'incitatif, net des dommages-intérêts, est comptabilisée immédiatement comme autres charges au résultat net.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif et à sa préparation pour son utilisation. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est amorti en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes
Pavage	Dégressif	12 ans
Bâtiments	Linéaire et dégressif	20 à 40 ans
Mobilier et équipements	Linéaire et dégressif	5 à 10 ans
Logiciel d'exploitation et matériel roulant	Dégressif	3 à 5 ans
Équipement informatique	Linéaire	5 ans
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux
Véhicules en vertu des contrats de location-financement	Linéaire	Durée des baux

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Immobilisations incorporelles

La Société comptabilise, à titre d'immobilisations incorporelles générées à l'interne, les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un progiciel de gestion intégré et aux coûts d'emprunt afférents. Afin de refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son progiciel et les coûts attribués sur une base linéaire de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les marques de commerce qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de profitabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume des ventes. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les marques de commerce ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles, incluant celles acquises lors de regroupements d'entreprises, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes
Relations clients	Linéaire	4 à 20 ans
Autres logiciels	Linéaire et dégressif	3 à 8 ans

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur et n'est pas amorti.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du progiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié) sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que les activités à la préparation de son utilisation soient pratiquement terminées. Autrement, les coûts d'emprunt sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque date de clôture afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, plus spécifiquement le goodwill et les marques de commerce, sont soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation présentent des indices de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou par groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement du dernier budget et du plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la Direction du profil de risques spécifiques à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

Les pertes de valeur au titre du goodwill ne sont pas reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des années antérieures sont évaluées à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminuée ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Contrats de location

Les contrats de location aux termes desquels la Société assume la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs acquis sous des contrats de location-financement sont comptabilisés dans les « immobilisations corporelles » à la juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimums de location, selon le moins élevé des deux. Un passif correspondant est comptabilisé comme une obligation de location-financement dans la « dette à long terme ». Dans les périodes subséquentes, l'actif est amorti sur la durée de location et les intérêts relatifs à l'obligation sont comptabilisés dans les « charges financières, montant net » à l'état consolidé des résultats.

Les autres contrats de location sont des contrats de location simple et les actifs loués ne sont pas comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière de la Société. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés au résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les AÉRG.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement payé ou récupéré au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement d'impôt à payer relativement à des années antérieures.

L'impôt différé des actifs et des passifs aux fins de l'information financière est déterminé en fonction des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Il est mesuré en appliquant, à la date de clôture, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptés ou quasi adoptés pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la perte fiscale connexe ou l'écart temporaire déductible soit utilisé contre les bénéfices imposables futurs. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés en totalité, même si la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » indique des exemptions limitées. Toutefois, aucun impôt différé n'est constaté lors de la comptabilisation initiale du goodwill ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le résultat. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des placements dans des filiales et coentreprises n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler la réalisation de ces différences temporelles et s'il est improbable qu'elles se réalisent dans un futur prévisible.

Provisions

Une provision est comptabilisée si, dans le cadre d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie des avantages économiques sera nécessaire à l'extinction de l'obligation. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de l'exercice. Les principales provisions de la Société sont relatives aux frais de restructuration, incluant les coûts de fermeture des emplacements, les indemnités de départ des employés et les obligations de location déficitaires.

Les frais de restructuration sont comptabilisés lorsque la Société a mis en place un plan détaillé de restructuration qui a été communiqué avec suffisamment de détails pour générer une obligation. Les frais de restructuration comprennent seulement les coûts directement reliés au plan de restructuration et sont évalués selon les estimations les plus probables du montant nécessaire pour régler les obligations de la Société. Les modifications subséquentes aux estimations de l'obligation sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats de la Société.

Obligations au titre des avantages du personnel à court terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Rémunération à base d'actions

Rémunération à base d'actions réglée en équité

La charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'octroi au moyen du modèle trinomial d'évaluation des options. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport dans les capitaux propres. Les extinctions et les annulations sont estimées à la date d'octroi et elles sont revues à chaque date de clôture. Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charge dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport.

Rémunération à base d'actions réglée en trésorerie

Pour la rémunération à base d'actions réglée en trésorerie, la juste valeur du passif est évaluée en multipliant le nombre d'unités pour lequel les droits devraient être acquis par la juste valeur d'une unité; cette dernière étant basée sur le prix de marché des actions ordinaires de la Société. La charge de rémunération et le passif correspondant sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits, le cas échéant, et sont réévalués à chaque date de clôture jusqu'au règlement du passif. Les variations dans la juste valeur du passif sont comptabilisées à l'état consolidé des résultats.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans les périodes au cours desquelles les services sont rendus par les membres du personnel.

Régimes à prestations définies

La Société a adopté les méthodes suivantes pour les régimes à prestations définies :

- l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminués de la juste valeur des actifs des régimes;
- le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la Direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- quand il y a amélioration des prestations de retraite, les avantages au titre des services passés rendus par les membres du personnel sont comptabilisés immédiatement au résultat net;
- les réévaluations comprenant les gains ou les pertes actuariels, toute variation du plafond de l'actif, tout effet des exigences minimales de financement du régime et le rendement des actifs des régimes excluant les montants inclus dans les charges financières nettes sont comptabilisés immédiatement dans les AÉRG et les résultats non distribués.

Le coût des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies est comptabilisé dans les « avantages du personnel » aux états financiers consolidés. Le produit ou la dépense d'intérêt net de l'actif net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

Instruments financiers

(i) Instruments financiers non dérivés

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés de leurs coûts de transaction et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend des objectifs visés lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société. La Société a effectué les classements suivants :

- les prêts et créances sont des actifs financiers à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. La trésorerie, les débiteurs, les autres investissements et les avances aux marchands membres sont classés comme prêts et créances. Après la comptabilisation initiale, ils sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.
- les créditeurs et charges à payer, les dividendes à payer, la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement), les débentures convertibles et les dépôts de garantie des marchands membres sont classés comme passifs évalués au coût amorti. Les évaluations subséquentes sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

Tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, font l'objet d'un test de dépréciation minimalement à chaque date de clôture. Un actif financier est déprécié s'il existe une indication objective qu'un événement s'est produit après la comptabilisation initiale de l'actif et a eu une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier et que celui-ci peut être estimé de façon fiable. Le montant d'une perte de valeur sur un actif financier évalué au coût amorti correspond à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Instrument financiers dérivés et comptabilité de couverture

Lors de la désignation de la couverture, la Société établit une documentation formalisée décrivant la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Au début de la couverture et de façon continue, la Société évalue si l'on s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

Couvertures de flux de trésorerie

Les dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt) sont utilisés pour la gestion des taux d'intérêt variables du portefeuille d'endettement total de la Société et du coût d'emprunt global correspondant. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les AÉRG et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les AÉRG est sorti et inclut au résultat net de la même période pour laquelle les flux de trésorerie couverts influent le résultat net sous le même élément. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant de capital nominal et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le gain ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les AÉRG et qui est présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des AÉRG est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les AÉRG est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les AÉRG pour la partie efficace de la couverture, et sont présentés dans le compte des écarts de conversion cumulés. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Lorsque la portion couverte d'un investissement net diminue, le montant cumulé correspondant des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que gain ou perte sur disposition partielle ou complète. La Société a choisi d'exclure d'une disposition partielle d'une filiale étrangère, les paiements de prêts faisant partie de l'investissement net dans un établissement étranger.

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les AÉRG, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Cumul des autres éléments du résultat global

Écarts de conversion cumulés

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités canadiennes à la monnaie de présentation de la Société, ainsi que la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères.

Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

La réserve de couverture comprend la portion efficace du changement net cumulé de la juste valeur des éléments de couverture de flux de trésorerie afférents aux transactions qui n'ont pas encore eu lieu.

Changements de méthodes comptables

Adoptées en 2014

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2014

Instruments financiers : Présentation

En décembre 2011, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») a publié un amendement à l'IAS 32 « Instruments financiers : Présentation », portant sur la signification du terme « droit juridiquement exécutoire de compenser » et l'application de réalisation et de règlement simultanés pour appliquer les exigences de compensation. La Société a adopté cet amendement au 1er janvier 2014, et ce changement n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation

En juin 2013, l'IASB a publié des amendements à l'IAS 39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation », qui prévoient le maintien de la comptabilité de couverture dans des cas spécifiques où un instrument dérivé désigné comme instrument de couverture est remplacé par un instrument dérivé sujet à une compensation par une contrepartie centrale afin de respecter les lois ou les règlements locaux. La Société a adopté cet amendement au 1er janvier 2014, et ce changement n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

Modifications comptables futures

Au moment où les états financiers consolidés ont été autorisés, de nouvelles normes, amendements et interprétations de normes existantes ont été publiés par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur et n'ont pas été adoptés par anticipation par la Société.

Les informations sur les nouvelles normes, amendements et interprétations qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société sont détaillées ci-dessous. Certaines autres nouvelles normes et interprétations qui ont été publiées n'auront toutefois aucun effet significatif prévu sur les états financiers consolidés de la Société.

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2017 avec adoption anticipée permise

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients », une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et l'IAS 11 « Contrats de constructions » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur des principes de 5 étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2018 avec adoption anticipée permise

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de cette norme ni déterminé si elle l'adoptera de façon anticipée.

4 - PROVISION POUR LES FRAIS DE RESTRUCTURATION ET AUTRES

En 2013, le Conseil d'administration de la Société a approuvé un plan stratégique et opérationnel interne (le « Plan d'action »), qui était complémentaire au plan de consolidation du réseau de distribution annoncé en 2012. Le Plan d'action prévoyait, entre autres, la fermeture et la rationalisation de certains magasins et entrepôts, ainsi que l'ouverture de deux emplacements. Le plan devrait être complété d'ici la fin du premier semestre de 2015.

Au 31 décembre 2014 et 2013, les variations de la provision pour les frais de restructuration se détaillent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2014	2013
Solde au début de l'exercice	15 185	4 392
Frais de restructuration comptabilisés au cours de l'exercice ⁽¹⁾	-	17 642
Provision utilisée au cours de l'exercice	(8 716)	(6 813)
Changement d'estimation ⁽²⁾	255	-
Écart de conversion	-	(36)
Solde à la fin de l'exercice	6 724	15 185

⁽¹⁾ La Société a comptabilisé des frais de restructuration de 31 680 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 relativement à la fermeture et à la consolidation de certains emplacements qui incluent la liquidation de stocks excédentaires de 10 423 \$, les coûts de fermeture des emplacements de 4 966 \$, les indemnités de départ des employés de 4 254 \$, la comptabilisation des obligations futures liées à des baux de 8 422 \$ et la dévaluation de certains actifs à leur valeur de réalisation nette pour 3 615 \$. La Société a également comptabilisé une radiation de 3 500 \$ dans la valeur de certains logiciels qui ne seront plus utilisés. En 2013, la Société a vendu certains actifs et passifs des entités opérantes situées aux États-Unis et au Canada pour une contrepartie en espèces de 6 555 \$.

⁽²⁾ En décembre 2014, la Société a revu les provisions restantes et a reflété les changements d'estimation suivants : un renversement partiel de la dévaluation de certains éléments d'actifs de 2 528 \$, une augmentation de la réserve pour stocks excédentaires de 342 \$ et une hausse nette de la provision pour restructuration de 255 \$. L'impact net de ces changements d'estimations de 1 931 \$ a été enregistré en réduction des frais de restructuration et autres aux états consolidés des résultats.

5 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Exercice clos le 31 décembre	
	2014	2013
Intérêts sur la dette à long terme	7 110	8 381
Intérêts sur les débentures convertibles ⁽¹⁾	2 766	2 964
Charge de désactualisation sur les débentures convertibles ⁽¹⁾	815	439
Amortissement des frais de financement	1 541	1 541
Charge nette d'intérêts sur les obligations au titre des avantages du personnel à long terme	901	1 096
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres	139	342
Reclassement des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans le résultat net	662	1 214
Total des charges financières	13 934	15 977
Produit d'intérêt des marchands membres et autres	(602)	(323)
Total des charges financières, montant net	13 332	15 654

⁽¹⁾ Voir la note 18 pour plus de renseignements.

6 - AMORTISSEMENT

	Exercice clos le 31 décembre	
	2014	2013
Amortissement des immobilisations corporelles	13 622	12 817
Amortissement des immobilisations incorporelles	18 063	16 480
Total de l'amortissement	31 685	29 297

7 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat

	Exercice clos le 31 décembre	
	2014	2013
Charge d'impôts exigibles	16 521	4 627
Recouvrement d'impôts différés		
Création et reprise des écarts temporaires	(3 861)	(10 968)
Augmentation du taux d'imposition	-	(87)
	(3 861)	(11 055)
Total de la charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	12 660	(6 428)

Rapprochement de la charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2014	2013
Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition statutaire de la Société – 26,90 % (26,90 % en 2013)	16 885	4 008
Écarts de taux réglementaires d'imposition des filiales étrangères	3 445	(2 464)
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(8 253)	(9 555)
Charges non déductibles et autres	583	1 583
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats	12 660	(6 428)

7 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisé

					31 décembre
					2014
	Solde de début	Comptabilisé au résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Écarts de conversion	Solde de fin
Pertes autres qu'en capital reportées	17 362	3 720	-	(628)	20 454
Revenu imposable au cours du prochain exercice	(5 355)	5 359	-	321	325
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	33 421	(4 487)	-	(24)	28 910
Immobilisations corporelles	(5 939)	(13 250)	-	176	(19 013)
Obligation pour régimes de retraite	4 618	183	1 509	(478)	5 832
Frais de financement	12	31	-	(2)	41
Couverture de flux de trésorerie	255	-	(103)	(14)	138
Provision pour incitatifs de performance	983	(9)	-	(81)	893
Goodwill et immobilisations incorporelles	(37 192)	14 298	-	78	(22 816)
Autres	(838)	(1 984)	-	(5)	(2 827)
Actifs d'impôt différé	7 327	3 861	1 406	(657)	11 937

					31 décembre
					2013
	Solde de début	Comptabilisé au résultat net	Comptabilisé dans les autres éléments du résultat global	Écarts de conversion	Solde de fin
Pertes autres qu'en capital reportées	16 252	1 301	-	(191)	17 362
Revenu imposable au cours du prochain exercice	(5 405)	(299)	-	349	(5 355)
Provisions déductibles au cours du prochain exercice	19 008	14 445	-	(32)	33 421
Immobilisations corporelles	(15 368)	9 153	-	276	(5 939)
Obligation pour régimes de retraite	6 292	254	(1 617)	(311)	4 618
Frais de financement	(117)	124	-	5	12
Couverture de flux de trésorerie	522	(341)	57	17	255
Provision pour incitatifs de performance	899	144	-	(60)	983
Goodwill et immobilisations incorporelles	(23 854)	(13 384)	-	46	(37 192)
Débitures convertibles	(453)	434	-	19	-
Autres	(69)	(776)	-	7	(838)
Actifs (passifs) d'impôt différé	(2 293)	11 055	(1 560)	125	7 327

Présentation à l'état consolidé de la situation financière

	31 décembre	
	2014	2013
Actifs d'impôt différé	13 502	13 151
Passifs d'impôt différé	1 565	5 824
	11 937	7 327

Au 31 décembre 2014, la Société a cumulé 10 177 \$ de pertes en capital reportées pour lesquelles des actifs d'impôt différé n'ont pas été comptabilisés (6 371 \$ en 2013). Les pertes nettes en capital peuvent être reportées indéfiniment et peuvent seulement être déduites contre des gains en capital ultérieurs. Le montant d'actifs d'impôt différé non comptabilisé relatif aux pertes autres qu'en capital reportées s'élève à 2 738 \$ au 31 décembre 2014 (1 714 \$ en 2013).

8 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action avec le résultat dilué par action :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2014	2013
Résultat net attribuable aux actionnaires utilisé pour les résultats de base et dilué par action	50 125	21 328
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	21 253 921	21 411 277
Incidence des options d'achat d'actions ⁽¹⁾	55 407	-
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action ⁽²⁾	21 309 328	21 411 277
Résultat par action		
De base	2,36	1,00
Dilué	2,35	1,00

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, 50 000 actions ordinaires moyennes pondérées pouvant être émises à l'exercice des options d'achat d'actions (333 110 en 2013) ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix du marché des actions.

⁽²⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, 1 239 224 actions ordinaires moyennes pondérées pouvant être émises à la conversion des débetures convertibles (1 239 224 en 2013) ont été exclues dans le calcul du résultat par action dilué puisque l'impact de conversion est anti-dilutif.

9 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2014	2013
Débiteurs et autres recevables	(4 325)	(19 536)
Stocks	220	(22 991)
Frais payés d'avance	(449)	57
Provision pour les frais de restructuration	(8 716)	(6 813)
Créditeurs et charges à payer	37 370	45 651
Total des variations des éléments du fonds de roulement	24 100	(3 632)

Au 31 décembre 2014, des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles demeurent impayées et n'ont eu aucun effet sur la trésorerie. Leurs valeurs respectives s'élèvent à 1 564 \$ et 1 421 \$ (296 \$ et aucune au 31 décembre 2013).

10 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Au cours de l'exercice 2014, la Société a acquis les actifs et les passifs de 5 entreprises opérantes aux États-Unis (3 entreprises en 2013) et a acquis les actions de 1 entreprise opérante au Canada (aucune en 2013). Le coût total de ces acquisitions de 29 788 \$ (1 467 \$ en 2013) a été alloué, de façon préliminaire, aux actifs et aux passifs sur la base de leur juste valeur. Ces entreprises ont été acquises dans le cours normal des activités et la Société a encouru 186 \$ (aucun pour 2013) en frais d'acquisitions. Ces acquisitions ont contribué aux ventes et au résultat net un montant total de 35 614 \$ et 3 622 \$ respectivement.

Au 31 décembre 2014, la Société a finalisé l'allocation du prix d'acquisition de 4 compagnies acquises aux États-Unis, ce qui a entraîné un reclassement de 970 \$ du goodwill aux relations clients.

L'ensemble des justes valeurs comptabilisées, à la date d'acquisition, pour chaque catégorie d'actifs et de passifs est le suivant :

	31 décembre
	2014
Débiteurs et autres recevables	3 934
Stocks	9 032
Immobilisations corporelles	364
Immobilisations incorporelles	5 090
Goodwill ⁽¹⁾	11 351
Autres actifs non courants	384
Créditeurs et charges à payer	(367)
Coût total	29 788
Balance de prix d'achat	652
Déboursé net	29 136

⁽¹⁾ Devrait être déductible aux fins d'impôts.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2013, les justes valeurs comptabilisées à la date d'acquisition pour chaque catégorie d'actifs et de passifs étaient de 1 214 \$ pour les actifs courants, 210 \$ pour les actifs non courants, 7 \$ pour les passifs courants et 50 \$ pour le goodwill qui devrait être déductible aux fins d'impôt.

11 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assorties des caractéristiques suivantes :

(i) Actions ordinaires

Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables au moment que le Conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.

(ii) Actions privilégiées

Les actions privilégiées, dont aucune n'a été émise ni n'est en circulation, sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le Conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Les porteurs de quelque série d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et de participer au partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée.

	31 décembre	
	2014	2013
Émis et payé		
Solde au début de l'exercice (21 263 669 actions ordinaires (21 551 170 en 2013))	87 271	88 563
Émission de 10 205 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions (aucune en 2013)	206	-
Rachat de 58 115 actions ordinaires (287 501 en 2013)	(239)	(1 292)
Solde à la fin de l'exercice (21 215 759 actions ordinaires (21 263 669 en 2013))	87 238	87 271

Rachat d'actions ordinaires

Le 31 juillet 2014, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR ») et à des fins d'annulation, jusqu'à 250 000 actions ordinaires représentant 1,18 % de ses 21 257 969 actions ordinaires émises et en circulation en date du 30 juillet 2014 au cours d'une période de douze mois commençant le 11 août 2014 et se terminant le 10 août 2015. Dans le cadre de la nouvelle OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société.

Au cours de l'exercice 2014, la Société a racheté 58 115 actions ordinaires (287 501 en 2013) pour une contrepartie en espèces de 1 448 \$ (6 408 \$ en 2013) incluant une prime au rachat d'actions 1 209 \$ (5 116 \$ en 2013) appliquée en réduction des résultats non distribués.

Dividendes

Un total de 0,58 \$CAN par action ordinaire a été déclaré par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (0,52 \$CAN en 2013).

12 - DÉBITEURS ET AUTRES RECEVABLES

	31 décembre	
	2014	2013
Débiteurs	208 083	205 993
Portion courante des autres investissements et avances aux marchands membres (note 13)	16 827	14 949
Total des débiteurs et autres recevables	224 910	220 942

13 - PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES COMPTABILISÉES SELON LA MÉTHODE DE MISE EN ÉQUIVALENCE, AUTRES INVESTISSEMENTS ET AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre	
	2014	2013
Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (coentreprises)	8 900	21 129
Incitatifs accordés aux clients	21 475	17 816
Actions de sociétés	675	722
Avances aux marchands membres ⁽¹⁾	7 520	12 137
Total des participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, autres investissements et avances aux marchands membres	38 570	51 804
Portion courante des autres investissements et avances aux marchands membres	16 827	14 949
Portion non courante des participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, autres investissements et avances aux marchands membres	21 743	36 855

⁽¹⁾ Taux variant entre 0 % et 10,25 %, encaissables par versements mensuels, échéant à différentes dates jusqu'en 2020.

Participations dans des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence (coentreprises)

Au cours de l'exercice 2014, la Société a vendu sa participation dans une entreprise comptabilisée selon la méthode de mise en équivalence (coentreprise) pour une contrepartie en espèces de 10 381 \$. En 2013, la Société a vendu une participation pour 1 858 \$.

Au 31 décembre 2014 et 2013, la quote-part de la participation de la Société dans les coentreprises se présente comme suit :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2014	2013
Ventes	21 768	20 507
Résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat	2 461	1 844
Résultat net	1 851	1 381
Actifs courants	7 649	7 535
Actifs non courants	1 930	1 913
Passifs courants	2 934	3 492
Passifs non courants	187	383

14 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
Solde au 1er janvier 2013	2 393	8 284	12 226	8 891	14 439	3 498	49 731
Acquisitions	163	181	4 290	2 386	8 535	783	16 338
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	-	-	-	3	72	-	75
Dispositions	(142)	(175)	(357)	(364)	(432)	(33)	(1 503)
Radiations	-	(64)	(925)	(267)	-	(184)	(1 440)
Amortissement	(11)	(470)	(2 521)	(3 261)	(5 348)	(1 206)	(12 817)
Écart de conversion	(118)	(255)	(264)	(156)	(49)	(48)	(890)
Solde au 31 décembre 2013	2 285	7 501	12 449	7 232	17 217	2 810	49 494
Coût	2 556	15 427	40 520	27 871	34 572	10 586	131 532
Amortissement cumulé	(271)	(7 926)	(28 071)	(20 639)	(17 355)	(7 776)	(82 038)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2013	2 285	7 501	12 449	7 232	17 217	2 810	49 494
Acquisitions	650	695	3 581	2 087	6 581	3 604	17 198
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	-	-	98	6	260	-	364
Dispositions	-	(6)	(168)	(168)	(464)	(316)	(1 122)
Amortissement	(10)	(436)	(2 480)	(3 644)	(6 102)	(950)	(13 622)
Écart de conversion	(173)	(249)	120	(6)	(46)	(34)	(388)
Solde au 31 décembre 2014	2 752	7 505	13 600	5 507	17 446	5 114	51 924
Coût	3 009	15 456	45 042	26 859	38 873	14 286	143 525
Amortissement cumulé	(257)	(7 951)	(31 442)	(21 352)	(21 427)	(9 172)	(91 601)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2014	2 752	7 505	13 600	5 507	17 446	5 114	51 924

Au 31 décembre 2014, la valeur comptable nette des actifs loués, qui sont présentés sous « Matériel roulant » était de 15 745 \$ (14 876 \$ au 31 décembre 2013).

15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

	Immobilisations incorporelles			Total	Goodwill
	Marque de commerce	Relations clients et autres	Logiciels ⁽²⁾		
Solde au 1er janvier 2013	8 650	62 203	82 719	153 572	187 081
Acquisitions	-	67	5 125	5 192	-
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	-	135	-	135	50
Développement à l'interne	-	-	3 005	3 005	-
Dispositions	-	(150)	(21)	(171)	-
Radiations	-	-	(3 500)	(3 500)	-
Amortissement	-	(7 144)	(9 336)	(16 480)	-
Écart de conversion	-	(75)	(1 080)	(1 155)	(2 682)
Solde au 31 décembre 2013	8 650	55 036	76 912	140 598	184 449
Coût	8 650	76 642	102 654	187 946	184 449
Amortissement cumulé	-	(21 606)	(25 742)	(47 348)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2014	8 650	55 036	76 912	140 598	184 449
Acquisitions	-	160	7 471	7 631	-
Acquisitions via des regroupements d'entreprises	-	5 090	-	5 090	11 351
Dispositions	-	-	(26)	(26)	-
Amortissement	-	(7 653)	(10 410)	(18 063)	-
Écart de conversion	-	(85)	(1 589)	(1 674)	(3 304)
Solde au 31 décembre 2014	8 650	52 548	72 358	133 556	192 496
Coût	8 650	81 767	107 448	197 865	192 496
Amortissement cumulé ⁽¹⁾	-	(29 219)	(35 090)	(64 309)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2014	8 650	52 548	72 358	133 556	192 496

⁽¹⁾ La durée d'amortissement moyenne pondérée des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est de 9 années pour les logiciels et de 7 années pour les relations clients et autres.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2014, les logiciels comprennent un coût et un amortissement cumulé de 75 199 \$ et de 18 538 \$, respectivement (76 241 \$ et 10 616 \$ au 31 décembre 2013), relatifs à l'acquisition et au développement interne d'un progiciel de gestion intégré qui a été implanté en 2013.

Tests de dépréciation des unités génératrices de trésoreries incluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

Aux fins de tests de dépréciation, le goodwill et les marques de commerce sont attribués aux deux UGT, Canada et États-Unis, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel le goodwill et les marques de commerce font l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne.

Les valeurs recouvrables des UGT de la Société sont fondées sur leurs valeurs d'utilité et sont déterminées avec l'assistance d'évaluateurs indépendants. Les valeurs comptables des unités étaient inférieures aux valeurs recouvrables et aucune perte de valeur n'est comptabilisée.

15 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'usage continu des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2014 a été déterminée de manière semblable à l'exercice 2013. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes :

- les flux de trésorerie estimatifs sont fondés sur l'expérience passée, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal en 2014 et 2013. Les flux de trésorerie pour les 5 prochaines années sont estimés en utilisant un taux de croissance constant de 2,0 % (2,0 % en 2013) pour les activités canadiennes et les activités américaines; un taux qui n'excède pas les taux de croissance moyens à long terme de l'industrie.
- les taux d'actualisation avant impôt sont de 14,3 % (14,5 % en 2013) pour les activités canadiennes et de 16,8 % (19,5 % en 2013) pour les activités américaines et sont utilisés pour déterminer le montant recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience passée et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur une série possible de levier d'endettement de 30 % à un taux d'intérêt du marché de 4,1 % (4,2 % en 2013) pour les activités au Canada et de 3,3 % (3,6 % en 2013) pour les activités américaines.

Les hypothèses principales reflètent l'évaluation de la Direction sur les tendances futures du marché secondaire de l'automobile et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnable dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chaque UGT n'excède sa valeur recouvrable.

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction (« régime d'options ») dont un total de 1 700 000 actions est réservé pour émission. Sous ce régime, les options sont octroyées au prix moyen du taux de clôture des actions ordinaires de la Société à la TSX pour les cinq jours de séance précédant la date d'octroi. Les options sont octroyées sur une période de trois années et un jour suivant la date d'émission et peuvent être levées pour une période ne dépassant pas sept années.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, 203 243 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (298 338 pour 2013), pour un prix d'exercice moyen de 28,76 \$CAN (22,90 \$CAN en 2013). Au cours de l'exercice, aucune option n'a été renoncée ou expirée (37 515 en 2013) et 10 205 options ont été exercées (aucune en 2013).

Au 31 décembre 2014, des options octroyées pour l'émission de 513 861 actions ordinaires (320 823 au 31 décembre 2013) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société et 1 174 165 actions ordinaires (1 377 408 au 31 décembre 2013) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Un sommaire du régime d'options de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013 est présenté comme suit :

	2014		2013	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN
En circulation au début de l'exercice	320 823	24,35	60 000	30,63
Octroyées	203 243	28,76	298 338	22,90
Exercées	(10 205)	22,90	-	-
Annulées	-	-	(37 515)	22,90
En circulation à la fin de l'exercice	513 861	26,12	320 823	24,35
Exercables à la fin de l'exercice	231 018	26,20	125 206	26,61

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

La fourchette des prix de levée, les prix de levée moyens pondérés et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société sont présentés comme suit :

31 décembre 2014					
Prix de levée \$CAN	Options en circulation		Options pouvant être exercées		
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$CAN	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré \$CAN
26,70 – 31,42	60 000	3,50	30,63	60 000	30,63
22,90	250 618	5,01	22,90	120 207	22,90
28,76	203 243	6,01	28,76	50 811	28,76
	513 861	5,23	26,12	231 018	26,20

31 décembre 2013					
Prix de levée \$CAN	Options en circulation		Options pouvant être exercées		
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré \$CAN	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré \$CAN
26,70 – 31,42	60 000	4,50	30,63	60 000	30,63
22,90	260 823	6,01	22,90	65 206	22,90
	320 823	5,72	24,35	125 206	26,61

Une charge de rémunération de 1 092 \$ (940 \$ en 2013) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « Surplus d'apports » pour l'exercice clos le 31 décembre 2014.

La juste valeur des options octroyées le 2 janvier 2014 a été établie à l'aide du modèle trinomial d'évaluation d'options. Les hypothèses utilisées pour les calculs de la juste valeur sont présentés comme suit :

		2014	2013
Juste valeur à l'octroi	\$CAN	28,76	22,90
Dividende prévu	%	1,81	1,66
Volatilité prévue	%	25,67	25,39
Taux d'annulation	%	6,67	5,55
Taux d'intérêt sans risque	%	2,19	1,61
Durée de vie prévue	années	6,99	6,99
Prix de levée	\$CAN	28,76	22,90
Cours de l'action	\$CAN	28,76	22,90

La volatilité prévue est estimée pour chaque tranche d'octroi, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options octroyées.

16 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Régime d'unités d'actions différées

Le 28 février 2013, la Société a formellement adopté un Régime d'unités d'actions différées à l'intention des administrateurs, des membres de la Direction et des employés-cadres (« Régime UAD »). Sous le Régime UAD, les administrateurs sont tenus par le Conseil d'administration de recevoir une portion de leur rémunération sous forme d'unités d'actions différées (« UAD ») et, à leur discrétion, ils peuvent faire le choix de recevoir une portion additionnelle ou l'ensemble de leur rémunération sous forme d'UAD et ce, sujet à l'approbation du Conseil d'administration. Les membres de la Direction et les employés-cadres doivent choisir de recevoir une portion de leur boni annuel sous le Régime de rémunération à court terme (« boni à court terme ») sous forme d'UAD s'ils ne respectent pas la détention d'actions minimum requis adoptée par le Conseil d'administration (« détention minimale »). Les membres de la Direction et les employés-cadres peuvent faire le choix de recevoir une portion additionnelle ou l'ensemble de leur boni à court terme sous forme d'UAD.

Les UAD sont attribuées en fonction du prix moyen de clôture des actions ordinaires de la Société inscrites au TSX au cours des cinq jours précédant la date d'émission. Les UAD peuvent être rachetées par la Société après le décès, la retraite ou la cessation d'emploi d'un participant ou dans le cas d'un changement de contrôle. Le participant a alors le droit de recevoir un paiement en trésorerie pour chaque UAD correspondant à la valeur UAD calculée à la date de rachat. Le passif de rémunération des UAD est comptabilisé en fonction du nombre d'UAD acquises et de la juste valeur des actions ordinaires en date de clôture. La charge de rémunération des UAD est comptabilisée sur la base de la variation du passif de rémunération.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, la Société a octroyé 43 899 UAD (34 976 UAD pour 2013) et a racheté 2 997 UAD (1 839 UAD en 2013). Une charge de rémunération de 1 193 \$ (737 \$ en 2013) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 85 495 UAD sont en circulation au 31 décembre 2014 (44 593 au 31 décembre 2013). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 2 009 \$ (944 \$ au 31 décembre 2013).

Régime d'unités d'actions lié à la performance

Le 28 février 2013, la Société a formellement adopté un Régime d'unités d'actions lié à la performance (« Régime UAP ») dans le cadre de son Régime de rémunération à long terme actuel. Sous les termes amendés du Régime de rémunération à long terme, certains employés-cadres reçoivent une partie de leur rémunération annuelle sous forme d'une combinaison d'options d'achat d'actions ordinaires et d'unités d'actions liée à la performance (« UAP »). La valeur de chaque UAP est équivalente au prix moyen de clôture d'une action ordinaire de la Société inscrite à la TSX au cours des cinq jours précédant la date à laquelle la valeur sera déterminée (« valeur UAP »). Les UAP sont acquises à la fin de la période de trois ans suivant la date d'émission, à la suite du décès, à la retraite ou advenant un changement de contrôle (« événement de rachat »). Le détenteur a le droit de recevoir en trésorerie la valeur UAP pour chaque UAP acquise multipliée par un facteur de performance (variant entre 0 % et 180 %) basé sur l'atteinte de certains objectifs financiers. Le passif de rémunération des UAP est comptabilisé pour les UAP acquis en fonction de la valeur des UAP. La charge de rémunération des UAP est comptabilisée sur la base de la variation du passif de rémunération.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, la Société a octroyé 92 419 UAP (108 811 UAP en 2013) duquel 16 725 ont été renoncées ou rachetées subséquemment (12 071 en 2013). Une charge de rémunération de 1 051 \$ (720 \$ en 2013) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 172 434 UAP sont en circulation au 31 décembre 2014 (96 740 au 31 décembre 2013). Le passif de rémunération correspondant s'élève à 1 612 \$ (697 \$ au 31 décembre 2013).

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies. Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société. Le régime de retraite non enregistré n'est pas capitalisé et la Société effectue des paiements en vertu de ce régime lorsque les montants doivent être payés aux participants.

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents considérés comme des régimes de retraite à cotisations définies. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations définies est de 2 307 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (2 230 \$ pour 2013).

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Régimes à prestations définies

Une évaluation actuarielle des régimes à prestations définies est obtenue au moins à toutes les trois années.

Les régimes à prestations définies exposent la Société aux risques actuariels tels que le risque de longévité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'investissement. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des meilleures estimations du taux de mortalité des participants. Le risque de longévité existe à cause de l'augmentation de l'espérance de vie des participants du régime, qui fait augmenter l'obligation du régime. Un changement dans l'évaluation des actifs étrangers des régimes due aux variations du taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution dans le taux d'intérêt des obligations utilisé pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies a pour effet d'augmenter l'obligation du régime. Ce risque de taux d'intérêt sera partiellement compensé par l'augmentation du rendement des fonds à revenu fixe. Le risque d'investissement survient lorsque le rendement des actifs du régime est inférieur au taux d'intérêt sur l'obligation de la Société servant à déterminer le taux d'actualisation.

Présentement, les régimes possèdent un solde d'investissement mixte de 61,8 % en fonds d'actions, 25,3 % en fonds de titres à revenu fixe et 12,9 % en autres fonds. Compte tenu de la nature long terme des régimes d'obligations au titre des prestations définies, la Société juge approprié qu'une portion raisonnable des actifs des régimes soit investie en actions, en fonds à revenu fixe et en autres fonds afin de générer un rendement long terme supplémentaire.

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	2014		2013	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Obligation au titre des prestations définies				
Solde au début de l'exercice	43 177	9 119	44 881	9 433
Coût des services rendus	2 314	359	2 619	394
Cotisations des employés	981	-	1 025	-
Charges d'intérêts	2 177	445	2 029	410
Prestations versées	(1 808)	(322)	(1 880)	(388)
Réévaluation – pertes actuarielles découlant des modifications des hypothèses démographiques	127	41	1 576	323
Réévaluation – pertes (gains) actuarielles découlant des modifications des hypothèses financières	7 186	1 007	(4 067)	(601)
Réévaluation – pertes (gains) actuarielles découlant des ajustements liés à l'expérience	(354)	(837)	(125)	155
Écarts de conversion	(4 085)	(787)	(2 881)	(607)
Solde à la fin de l'exercice	49 715	9 025	43 177	9 119

	2014		2013	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Actifs des régimes				
Juste valeur au début de l'exercice	35 233	-	30 143	-
Revenus d'intérêts	1 721	-	1 343	-
Cotisations de l'employeur	2 786	-	3 921	-
Cotisations des employés	981	-	1 025	-
Prestations versées	(1 808)	-	(1 880)	-
Frais administratifs	(305)	-	(339)	-
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	1 616	-	3 161	-
Écarts de conversion	(3 155)	-	(2 141)	-
Juste valeur à la fin de l'exercice	37 069	-	35 233	-

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

	31 décembre	
	2014	2013
	%	%
Composition des actifs des régimes		
Placements dans les fonds de participation	61,8	59,9
Placements dans les fonds à revenu fixe	25,3	22,8
Placements dans les autres fonds	12,9	17,3
	100,0	100,0

L'obligation nette est présentée dans « Obligations au titre des avantages du personnel à long terme » dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

	31 décembre			
	2014		2013	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Juste valeur des actifs des régimes	37 069	-	35 233	-
Obligations au titre des prestations définies	(49 715)	(9 025)	(43 177)	(9 119)
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	(12 646)	(9 025)	(7 944)	(9 119)

La charge des régimes à prestations définies, comptabilisée dans le poste « Avantages du personnel » dans les états consolidés des résultats, se présente comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre			
	2014		2013	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Coût des services rendus	2 314	359	2 619	394
Charges nettes d'intérêts	456	445	686	410
Frais administratifs	305	-	339	-
Charge des régimes à prestations définies	3 075	804	3 644	804

Les réévaluations des obligations au titre des avantages du personnel à long terme qui sont comptabilisées dans les AÉRG se présentent comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre			
	2014		2013	
	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Pertes actuarielles découlant des modifications des hypothèses démographiques	127	41	1 576	323
Pertes (gains) actuarielles découlant des modifications des hypothèses financières	7 186	1 007	(4 067)	(601)
Pertes (gains) actuarielles découlant des changements dans les hypothèses du régime de retraite liées à l'expérience	(354)	(837)	(125)	155
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	(1 616)	-	(3 161)	-
	5 343	211	(5 777)	(123)

17 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les hypothèses actuarielles importantes à la date de fin d'exercice (moyenne pondérée des hypothèses au 31 décembre) se présentent comme suit :

		31 décembre			
		2014		2013	
		Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
Taux d'actualisation	%	4,05	4,05	4,95	4,95
Taux de croissance de la rémunération	%	3,50	3,50	3,50	3,50
Espérance de vie moyenne					
Homme, âgé de 45 ans à la date de clôture	années	87,6	87,6	87,9	87,9
Femme, âgée de 45 ans à la date de clôture	années	90,0	90,0	89,5	89,5
Homme, âgé de 65 ans à la date de clôture	années	86,5	86,5	86,3	86,3
Femme, âgée de 65 ans à la date de clôture	années	89,0	89,0	88,5	88,5

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 2 748 \$.

Les hypothèses actuarielles importantes servant à établir l'obligation des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération et l'espérance de vie moyenne. Le calcul des engagements nets des régimes à prestations définies est sensible à ces hypothèses.

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies :

		31 décembre			
		2014		2013	
		Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé	Régimes de retraite capitalisés	Régime de retraite non capitalisé
		%	%	%	%
Taux d'actualisation					
Augmentation de 1 %		(15,3)	(11,4)	(14,5)	(10,7)
Diminution de 1 %		20,4	14,0	18,9	13,0
Taux de la rémunération					
Augmentation de 0,5 %		2,3	0,5	2,3	0,6
Diminution de 0,5 %		(2,2)	(0,5)	(2,2)	(0,6)
Espérance de vie moyenne					
Augmentation de 10 %		2,0	1,9	1,8	1,8
Diminution de 10 %		(1,9)	(1,8)	(1,6)	(1,6)

18 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES

Facilité de crédit rotatif

Le 15 octobre 2014, la Société a amendé les termes de sa facilité de crédit rotatif à long terme non garantie de 400 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2018. Sous les termes amendés de la facilité de crédit rotatif, la Société bénéficie d'une réduction des marges des taux d'intérêt. Cette facilité est disponible en dollars canadiens ou américains et peut être remboursée en tout temps, sans pénalité. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels, majorés des marges applicables.

Facilité de lettres de crédit

Le 23 décembre 2014, la Société a signé une facilité de lettres de crédit non garantie échéant le 30 juin 2016 pour un montant autorisé de 20 000 \$. Cette facilité est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens et américains. Les taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR en dollars américains, les acceptations bancaires et les taux préférentiels, majorés des marges applicables. Au 31 décembre 2014, aucun montant n'a été tiré sur cette facilité de crédit.

Dettes à long terme

	Échéance	Taux d'intérêt effectif	Court terme	31 décembre	
				2014	2013
Facilité de crédit rotatif, taux variables – 215 800 \$ (265 888 \$ au 31 décembre 2013) ⁽¹⁾	2018	1,62 % à 4,20 %	-	199 551	262 747
Contrats de location-financement, taux variables	-	-	5 356	16 242	14 930
Autres	2020	-	4	29	38
			5 360	215 822	277 715
Versements exigibles à court terme				5 360	4 550
Dettes à long-terme				210 462	273 165

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2014, le montant principal de 135 981 \$ de la facilité de crédit rotatif a été désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères (265 888 \$ en 2013). Voir la note 20 pour plus de renseignements.

Débentures convertibles

En janvier 2011, la Société a émis des débentures convertibles subordonnées et non garanties qui portent intérêt à un taux de 5,90 % annuellement, payable par versements semi-annuels les 31 janvier et 31 juillet de chaque année. Les débentures sont convertibles en actions ordinaires au gré du détenteur au prix de 41,76 \$CAN par action, ce qui représente un taux de conversion de 23,9 actions ordinaires par tranche de 1 000 \$CAN du capital des débentures convertibles. Les débentures convertibles viennent à échéance le 31 janvier 2016 et peuvent être rachetées par la Société, dans certains cas, après le 31 janvier 2014. La composante équité des débentures a été déterminée comme l'écart entre la juste valeur des débentures convertibles dans son ensemble et la juste valeur de la composante passif.

En décembre 2014, la Société a annoncé le rachat aux fins d'annulation, de l'ensemble des débentures convertibles pour une contrepartie, au pair, de 51 750 \$CAN conformément aux termes établis à l'émission des débentures. En vertu de la variation prévue des flux de trésorerie estimatifs, une charge de désactualisation et un amortissement des frais de financement supplémentaires de 784 \$ ont été comptabilisés durant l'exercice clos le 31 décembre 2014. Le taux d'intérêt annuel effectif est de 8,16 %. Le 1er février 2015, la Société a racheté ses débentures convertibles.

Le tableau qui suit présente l'évolution de la composante du passif :

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	46 829	49 099
Charge de désactualisation	815	439
Amortissement des frais de financement	800	431
Écarts de conversion	(3 919)	(3 140)
	44 525	46 829
Versements exigibles à court terme	44 525	-
Solde à la fin de l'exercice	-	46 829

18 - FACILITÉS DE CRÉDIT, DETTE À LONG TERME ET DÉBENTURES CONVERTIBLES (SUITE)

Lettres de crédit

Au 31 décembre 2014, la Société a émis des lettres de crédit au montant de 13 013 \$ (13 720 \$ en 2013) selon les termes de sa facilité de crédit à long terme. Ces lettres de crédit sont émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées en tant que passif dans la dette à long terme de la Société puisque les garanties sous-jacentes sont déjà comptabilisées directement dans l'état consolidé de la situation financière de la Société, si applicable.

Paiements minimums futurs

Les remboursements de capital sur la dette à long terme et les débentures convertibles excluant les montants relatifs aux contrats de location-financement se présentent comme suit :

	2015	2016	2017	2018	2019	Par la suite
	44 529	5	5	199 555	5	6

La valeur actualisée des paiements minimums de location pour les contrats de location-financement est présentée comme suit :

	31 décembre	
	2014	2013
Moins d'un an	5 356	10 886
Entre un an et cinq ans	10 886	-
Plus de cinq ans	-	16 242
Total de la valeur actualisée des paiements minimums de location	16 242	

19 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants de dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Le taux d'intérêt effectif au 31 décembre 2014 est de 2 % (2 % au 31 décembre 2013). La répartition des dépôts se présente comme suit :

	31 décembre	
	2014	2013
Total des dépôts de garantie des marchands membres	6 496	7 105
Versements exigibles à court terme	108	117
Portion non courante des dépôts de garantie des marchands membres	6 388	6 988

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS

Les classements de même que les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers sont détaillés comme suit :

	31 décembre 2014		31 décembre 2013			
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur		
Actifs financiers classés dans les prêts et créances						
Trésorerie	Niveau 1	107	107	Niveau 1	57	57
Débiteurs	Niveau 1	208 083	208 083	Niveau 1	205 993	205 993
Actions de sociétés	Niveau 3	675	675	Niveau 3	722	722
Avances aux marchands membres	Niveau 3	7 520	7 520	Niveau 3	12 137	12 137
Passifs financiers au coût amorti						
Créditeurs et charges à payer	Niveau 2	348 282	348 282	Niveau 2	315 563	315 563
Dividendes à payer	Niveau 1	2 743	2 743	Niveau 1	2 598	2 598
Dette à long terme (sauf les contrats de location-financement)	Niveau 2	199 580	199 580	Niveau 2	262 785	262 785
Débiteures convertibles	Niveau 1	44 525	43 557	Niveau 1	46 829	49 577
Dépôts de garantie des marchands membres	Niveau 3	6 496	n/a	Niveau 3	7 105	s.o.
Passifs financiers à la juste valeur						
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	511	511	Niveau 2	890	890
Autres passifs						
Contrats de location-financement	Niveau 2	16 242	16 242	Niveau 2	14 930	14 930

Actifs financiers classés dans les prêts et créances

La juste valeur de la trésorerie et des débiteurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance de courte durée.

La juste valeur des actions de sociétés et des avances aux marchands membres a été déterminée en fonction des flux de trésorerie actualisés calculés à l'aide des taux d'intérêt effectifs disponibles à la Société à la date de clôture pour des instruments financiers semblables.

Passifs financiers au coût amorti

La juste valeur des créditeurs et charges à payer et des dividendes à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance de courte durée.

La juste valeur de la dette à long terme (sauf les contrats de location-financement) a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre le taux actuel de financement négocié par la Société et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. Au 31 décembre 2014, la juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables aux facilités de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des débiteures convertibles, telle que présentée ci-dessus, est déterminée en utilisant leur cours acheteur à la date de l'exercice.

La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres n'a pu être déterminée puisqu'elle résulte de données non observables sur le marché.

Passifs financiers à la juste valeur

La juste valeur des instruments financiers dérivés a été déterminée en utilisant les cours pour des actifs et des passifs similaires.

Autres passifs

La juste valeur des contrats de location-financement a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre les facilités de crédit existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de fin de période. Au 31 décembre 2014, la juste valeur des contrats de location-financement se rapproche de leur valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables au contrat de location-financement de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur au sein de l'état consolidé de la situation financière sont classés en fonction des niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés pour des actifs et passifs identiques;
- Niveau 2 : consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données, autres que des prix cotés (incluent dans le niveau 1), observables directement ou indirectement sur le marché, et;
- Niveau 3 : consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

En 2011, la Société a conclu des contrats de swaps afin de couvrir les flux de taux d'intérêt variables liés aux transactions prévues pour le début de l'année 2012 sur une portion du crédit rotatif de la Société et ce, pour un montant nominal initial et, au 31 décembre 2014, pour 80 000 \$. Les swaps de taux d'intérêt fixent les charges d'intérêt à 0,97 % jusqu'à leur échéance en 2016. Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient se produire dans les mêmes périodes puisqu'ils devraient affecter le résultat net.

Les justes valeurs des swaps de taux d'intérêt sont calculées en fonction des cotes des instruments semblables à la date de clôture.

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses opérations, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

(i) Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie et de ses débiteurs et autres recevables et avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société détient en garantie des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer de la recouvrabilité des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, le taux de mauvaises créances moyen sur les ventes se chiffrant à 0,1 % au cours des trois dernières années.

Au 31 décembre 2014, les débiteurs en souffrance représentent 16 787 \$ (14 957 \$ au 31 décembre 2013) et font l'objet d'une provision pour mauvaises créances de 4 798 \$ (5 059 \$ au 31 décembre 2013). La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. L'évolution de la provision pour mauvaises créances est présentée comme suit :

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	5 059	4 732
Dépréciation	3 032	1 679
Radiations	(3 239)	(1 292)
Écart de change	(54)	(60)
Solde à la fin de l'exercice	4 798	5 059

La Direction considère que l'ensemble des actifs financiers possède une bonne qualité de crédit puisqu'ils n'ont pas été dépréciés et ne sont pas échus et ce, pour chaque date de clôture au 31 décembre, audité ci-dessus.

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

(ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée par son utilisation de différents marchés de capitaux afin de s'assurer d'une flexibilité dans sa structure de capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins courants et futurs de trésorerie, afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations.

Au 31 décembre 2014, la Société dispose des facilités de crédit renouvelables et des lettres de crédit totalisant 400 000 \$ et 20 000 \$, respectivement (400 000 \$ et aucun au 31 décembre 2013). Voir la note 18 pour plus de renseignements. Au 31 décembre 2014, la Société bénéficie des facilités de crédit non utilisées d'environ 191 000 \$ (120 000 \$ au 31 décembre 2013).

La Direction est d'avis qu'en tenant compte des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et des ressources financières mises à sa disposition, le risque de liquidité de la Société est adéquatement atténué.

Les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêt des passifs financiers de la Société se présentent comme suit :

	31 décembre 2014			
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	347 009	347 009	-	-
Dividendes à payer	2 743	2 743	-	-
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	199 580	4	199 565	11
Débiteures convertibles	44 525	45 841	-	-
Intérêts à payer	1 273	1 273	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	6 496	108	-	6 388
	601 626	396 978	199 565	6 399
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	511	-	511	-
	602 137	396 978	200 076	6 399

	31 décembre 2013			
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	314 219	314 219	-	-
Dividendes à payer	2 598	2 598	-	-
Dettes à long terme (excluant les contrats de location-financement)	262 785	5	262 780	-
Débiteures convertibles	46 829	2 869	52 937	-
Intérêts à payer	1 344	1 344	-	-
Dépôts de garantie des marchands membres	7 105	117	-	6 988
	634 880	321 152	315 717	6 988
Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture	890	-	890	-
	635 770	321 152	316 607	6 988

(iii) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Selon la Direction, le risque est minimal que des variations des valeurs relatives du dollar américain et du dollar canadien aient un effet important sur le résultat net.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains (note 18).

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

(iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2014, compte tenu de l'incidence des engagements du taux d'intérêt des swaps et des débetures convertibles, environ 48 % de la dette était à taux fixe (39 % en 2013).

Si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société aurait été supérieur ou inférieur de 304 \$ et les AÉRG auraient été supérieurs ou inférieurs de 157 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés raisonnablement possibles.

21 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Gains (pertes) de change non réalisé(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
Solde au début de l'exercice	530	9 500	(1 369)	8 661
Autres éléments du résultat global	11 920	(17 550)	718	(4 912)
Solde au 31 décembre 2013	12 450	(8 050)	(651)	3 749
Autres éléments du résultat global	11 450	(22 326)	277	(10 599)
Solde au 31 décembre 2014	23 900	(30 376)	(374)	(6 850)

22 - ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Engagements

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2025 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des services d'impartition informatique. La charge de loyer comptabilisée dans les états consolidés des résultats est de 30 355 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (34 689 \$ pour 2013). Les paiements minimums exigibles engagés sont présentés comme suit :

	31 décembre
	2014
Moins d'un an	36 839
Entre un et cinq ans	84 569
Plus de cinq ans	14 413
Total des paiements minimums	135 821

Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux de 60 % ou 75 % du coût des stocks pour un montant maximum de 56 481 \$ au 31 décembre 2014 (à des taux variant entre 60 % et 80 % et pour un maximum de 65 887 \$ au 31 décembre 2013). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la Direction et basée sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient prises en charge puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

23 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercice clos le 31 décembre	
	2014	2013
Salaires et avantages à court terme du personnel	5 433	5 007
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies)	547	574
Avantages fondés sur des actions	2 195	2 153
Total de la rémunération	8 175	7 734

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2014 et 2013.

Autres transactions

La Société a encouru des dépenses de loyer de 3 007 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 (3 429 \$ pour 2013) au profit de Clarit Realty, Ltd., une société contrôlée par une partie liée. Les paiements pour la location reliés ont été conclus dans le cours normal des activités de la Société et comportent des durées différentes de cinq ans et moins.

24 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société a pour objectif de gérer le capital comme suit :

- Maintenir un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et un total de capitaux propres inférieur à 45 % ;
- Maintenir un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres inférieur à 125 % ;
- Accorder aux actionnaires une croissance de la valeur de leurs actions en maintenant un rendement total moyen des capitaux propres d'au moins 9 % de plus que le taux d'intérêt sans risque sur une base à long terme ;
- Verser un dividende annuel représentant approximativement 20 % à 25 % du résultat net de l'année précédente, excluant certains ajustements, dont les frais non capitalisés liés au développement et au déploiement du progiciel de gestion intégré, aux frais de fermeture et de cession des magasins et aux frais de restructuration et autres (les « autres ajustements ») ; et
- Maintenir un ratio maximum de 3,50 de la dette financée par emprunt sur le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total des capitaux propres, les débetures convertibles, la dette à long terme et les dettes bancaires déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment un programme de rachat d'actions aux fins d'annulation dans le cadre d'offres publiques de rachat d'actions dans le cours normal des affaires et des facilités de crédit flexible lui permettant de réagir rapidement aux opportunités d'affaires. De plus, la Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci soient maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. De plus, la Société a mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, incluant : le ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres, le ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres, le rendement total moyen des capitaux propres et le ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat.

24 - GESTION DU CAPITAL (SUITE)

Les indicateurs utilisés par la Société sont présentés comme suit :

	31 décembre	
	2014	2013
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	33,7 %	34,1 %
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	50,8 %	51,9 %
Rendement du total des capitaux propres moyens	10,0 %	4,4 %
Ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat	2,47	3,01

Le taux d'intérêt applicable sur la facilité de crédit rotatif est en fonction de l'atteinte de certains ratios financiers tels que le ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat et le ratio d'endettement total net sur l'endettement total et le total des capitaux propres, qui sont les mêmes ratios que la Société doit respecter. La Société respecte ces clauses au 31 décembre 2014. La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque est la même que celle de l'exercice précédent.

25 - INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La Société évalue le rendement de ses secteurs en utilisant le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence, impôt sur le résultat et autres ajustements (note 24). La Société considère ses activités de distribution de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage et d'accessoires et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles comme un seul secteur d'exploitation. La Société exerce ses activités au Canada et aux États-Unis. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

	Exercice clos le	
	31 décembre	
	2014	2013
Ventes		
États-Unis	1 304 692	1 294 115
Canada	479 667	493 970
Total	1 784 359	1 788 085

	31 décembre 2014		
	États-Unis	Canada	Total
Immobilisations corporelles	38 390	13 534	51 924
Immobilisations incorporelles	119 012	14 544	133 556
Goodwill	155 470	37 026	192 496

	31 décembre 2013		
	États-Unis	Canada	Total
Immobilisations corporelles	36 674	12 820	49 494
Immobilisations incorporelles	124 544	16 054	140 598
Goodwill	144 807	39 642	184 449

26 - ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

La Société a conclu, le 9 février 2015, une entente visant la vente de la quasi-totalité des actifs de Uni-Select USA, inc. et de Beck/Arnley Worldparts, inc. pour une somme au comptant d'environ 340 000 \$. Au cours du premier trimestre de 2015, la Société prévoit subir une perte après impôts de 80 000 \$ à 100 000 \$ relativement à la vente des actifs nets de ces activités et autres frais afférents, pour lesquels environ 20 000 \$ de déboursés devraient être nécessaires. Cette perte résulte de coûts liés à la transaction, à la résiliation de contrats de service, aux frais de restructuration, à la dépréciation d'immobilisations incorporelles (principalement des systèmes TI) et à la dépréciation d'une portion du goodwill. La transaction devrait être conclue au cours du premier semestre de 2015 et est soumise aux conditions de clôture habituelles, y compris aux approbations d'autorités réglementaires.

Information financière historique

Exercices terminés le 31 décembre
(en millions de \$US, à l'exception des données par action et des pourcentages)

	2014	2013	2012 ⁽⁴⁾	2011	2010
RÉSULTATS D'EXPLOITATION					
Ventes	1 784,4	1 788,1	1 797,6	1 780,6	1 285,4
BAIIA ⁽¹⁾	105,5	57,2	68,6	97,8	75,1
BAIIA ajusté ⁽¹⁾⁽²⁾	111,4	101,2	94,8	105,8	80,6
Frais de restructuration et autres	(1,9)	35,2	18,5	3,3	-
Résultat net	50,1	21,3	29,4	53,9	44,2
Résultat ajusté ⁽²⁾	55,3	50,7	45,9	57,8	48,5
Flux de trésorerie disponibles	83,6	72,4	57,3	66,6	43,7
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE					
Résultat net	2,36	1,00	1,36	2,49	2,24
Résultat ajusté	2,60	2,37	2,12	2,67	2,46
Dividende (\$CAN)	0,58	0,52	0,52	0,48	0,47
Valeur comptable par action	24,18	22,99	22,47	21,47	19,38
Nombre d'actions en circulation	21 215 759	21 263 669	21 551 170	21 636 767	19 707 637
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21 253 921	21 411 277	21 623 300	21 645 664	19 716 731
SITUATION FINANCIÈRE					
Fonds de roulement	343,9	417,5	436,0	491,1	371,9
Total des actifs	1 190,3	1 205,9	1 202,7	1 239,2	805,5
Endettement total net ⁽³⁾	260,2	277,7	309,3	351,7	182,0
Total des capitaux propres	513,0	488,8	484,2	464,6	382,0
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens	10,9%	9,8%	8,7%	12,3%	12,2%
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	50,8%	51,9%	58,0%	68,9%	46,8%
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres	33,7%	34,1%	36,7%	40,7%	32,3%

(1) Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, amortissement, quote-part du résultat des entreprises comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence et impôt sur le résultat. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

(2) Le BAIIA et le résultat net ont été ajustés des frais que la Société juge non caractéristiques des opérations régulières. Ces frais sont exclus afin de donner des mesures comparables. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

(3) L'endettement total net de 2014 inclut le reclassement des débetures convertibles pour un montant de 44,5 millions \$.

(4) Les valeurs de 2012 ont été redressées pour tenir compte du changement de normes comptables selon IFRS 11 – « Centres » et selon l'amendement IAS 19 – « Avantages du personnel ». Toutefois, l'obligation de redresser les états financiers portant seulement sur l'exercice antérieur, soit 2012 dans le cas présent, les exercices 2011 et 2010 n'ont pas été redressés. (Pour plus de renseignements, voir la note 4 aux états financiers consolidés de 2013.)

Conseil d'administration et dirigeants

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert Chevrier, FCPA, FCA^{1 2}

Président du Conseil
Administrateur de sociétés
Montréal, Québec

James E. Buzzard, AAP^{2 4}

Président
Clarit Realty, Ltd.
Lakewood Ranch, Florida

André Courville, FCPA, FCA³

Administrateur de sociétés
Montréal, Québec

Patricia Curadeau-Grou^{3 4}

Conseillère stratégique au président
et chef de la direction
Banque Nationale du Canada
Outremont, Québec

Jean Dulac, MBA, CHRP, ADM.A.⁴

Président
M&M Nord Ouest inc.
Amos, Québec

John A. Hanna, FCPA, FCGA^{2 3}

Administrateur de sociétés
Toronto, Ontario

Richard L. Keister^{2 4}

Administrateur de sociétés
Hollywood, Florida

Richard G. Roy, FCPA FCA

Président et chef de la direction
Uni-Sélect inc.
Verchères, Québec

Dennis M. Welvaert, MBA, MAAP^{2 4}

Président du conseil
Uni-Select USA, inc.
Administrateur de sociétés
Tulsa, Oklahoma

DIRIGEANTS

Richard G. Roy, FCPA, FCA⁵

Président et chef de la direction

Guy Archambault, ing.

Vice-président, développement corporatif

Steven J. Arndt⁵

Président et chef de l'exploitation, FinishMaster, inc.

Henry Buckley, MBA⁵

Chef de l'exploitation

Robert Buzzard

Vice-président, technologies de l'information

Annie Hotte⁵

Vice-présidente, ressources humaines

Me Louis Juneau⁵

Vice-président, affaires juridiques et secrétaire

Martin Labrecque, CPA, CMA

Vice-président, finances et contrôle

Michel Laverdure

Vice-président, achats corporatifs

Denis Mathieu, CPA, CA, MBA⁵

Vice-président exécutif, services corporatifs et
chef de la direction financière

Gary O'Connor, MBA⁵

Président et chef de l'exploitation, Automotive Canada

Jean Rivard, MBA

Vice-président, projets spéciaux et vice-président et
directeur général, Beck/Arnley Worldparts, inc.

Anthony Brent Windom, MAAP⁵

Président et chef de l'exploitation, Automotive USA

1 M. Chevrier est membre d'office du Comité des ressources humaines et de la rémunération et du Comité d'audit.

2 Membre du Comité de régie d'entreprise, présidé par M. Chevrier.

3 Membre du Comité d'audit, présidé par M. Hanna.

4 Membre du Comité des ressources humaines et de la rémunération, présidé par Mme Curadeau-Grou.

5 Membre du comité de direction exécutif

Renseignements aux actionnaires

Cote boursière

Les actions sont transigées à la Bourse de Toronto (TAS) sous le symbole « UNS ».

Agent de transfert

Société de fiducie Computershare du Canada
1500 rue University, bureau 700
Montréal QC H3A 3S8
514 982.7555 ou 1 800 564.6253
service@computershare.com
computershare.com

Dépôts

La Société dépose tous les rapports requis par les autorités canadiennes en valeurs mobilières.
sedar.com

Auditeurs

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.

Conseillers juridiques

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Banquiers

Banque Nationale du Canada
Banque Royale du Canada
Bank of America, N.A.
Banque de Montréal
Caisse Centrale Desjardins du Québec
JPMorgan Chase Bank, N.A.
M&T Bank
Banque Laurentienne du Canada

Dividendes

Le 12 février 2015, le Conseil d'administration a déclaré un dividende trimestriel de 0,15 \$CAN par action payable le 21 avril 2015 aux actionnaires inscrits aux registres au 31 mars 2015.

Pour le premier trimestre de 2014, la Société a déclaré un dividende trimestriel de 0,13 \$CAN par action et par la suite, la Société a déclaré des dividendes trimestriels de 0,15 \$CAN par action en 2014. En 2013, la Société a déclaré des dividendes trimestriels de 0,13 \$CAN par action. La Société a pour pratique de déclarer un dividende trimestriel, dans les limites de sa rentabilité, des liquidités nécessaires pour financer sa croissance, de sa santé financière générale et d'autres facteurs déterminés par le Conseil d'administration.

À moins d'indications contraires, tous les dividendes versés par la Société en 2014 et tous les dividendes devant être versés par la suite, sont admissibles aux fins d'impôts. La Société ne possède pas de plan de réinvestissement des dividendes.

Assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires

30 avril 2015 à 13 h 30
Sandman Hôtel Montréal-Longueuil
999 rue De Sérigny
Longueuil QC

Siège social

170 boul. Industriel
Boucherville QC J4B 2X3
450 641.2440
questions@uniselect.com
uniselect.com

Relations aux investisseurs

450 641.6972
investisseurs@uniselect.com

Ligne d'éthique

Dans le cadre des procédures de dénonciation du Comité d'audit, ce service téléphonique permet aux membres de l'équipe et d'autres personnes, de manière anonyme et confidentielle, de soulever des questions en matière de gestion comptable, de contrôles internes et de comportement éthique ou de porter plainte.

1 855.650.0998
whistleblower@uniselect.com

Marques de commerce

Les marques de commerce et/ou marques déposées de Uni-Sélect inc. et/ou ses filiales comprennent, entre autres, Uni-Sélect, Uni-Select, Auto Extra, Auto Parts Plus, Auto-Plus, Auto-Select, Auto Service Plus, Beck/Arnley, Bumper to Bumper, Cooling Depot, Mäktig, ProColor, Select AutoXpert, SmartLink, Uni-Pro and Worldparts. Les autres noms de marques et de produits cités dans ce document et les logos qui y sont reproduits sont la propriété de leurs détenteurs respectifs. Il est interdit de les utiliser, de les modifier, de les copier ou de les citer sans le consentement écrit de leur détenteur. Tous droits réservés.

Ce rapport annuel peut aussi être téléchargé du site uniselect.com.

For an English version of the Annual Report, please contact Investor Relations.

